

CTEF LOIRE SUD

Actualisation du diagnostic 2010

- Diagnostic Territorial 2010 de la ZTEF Loire Sud par la Maison de l'Emploi et de la Formation Loire Sud Pages 1 à 28
- L'appareil de formation dans la Loire par la Région Rhône-Alpes (DEFC – ERA 42) Pages 29 à 36
- Note Stratégique : les points clés du diagnostic, les principaux enseignements du plan d'actions 2010, les enjeux pour le plan d'actions 2011 Pages 37 à 42

Contrat Territorial Emploi Formation Loire Sud

Diagnostic Territorial 2010 de la ZTEF Loire Sud

Par la Maison de l'Emploi
et de la Formation Loire Sud

SOMMAIRE

1- Démographie Loire Sud : les chiffres du dernier recensement (2006)	p.3
2- Revenus et fiscalité sur Loire Sud (données 2008)	p.4
3- L'emploi salarié privé : une baisse des effectifs qui se poursuit en 2009	p.6
4- Taux de chômage, Chômage partiel, Plans de sauvegarde de l'emploi, Ruptures conventionnelles	p.14
5- Demande d'emploi : une situation toujours préoccupante	p.18
6- Minima sociaux	p.25
7- Créations et disparitions d'entreprises sur Loire Sud	p.25

1- DEMOGRAPHIE LOIRE SUD : LES CHIFFRES DU DERNIER RECENSEMENT (2006)

Sources : INSEE

Traitements : MDEF Loire Sud – Epures - Elo

Selon le recensement 2006, Loire Sud compte **402 400 habitants** contre 405 400 en 1999 (soit une baisse de la population de 0,7%).

A titre comparatif, la population nationale a augmenté de 5,0% entre 1999 et 2006 et la population régionale de 6,6% sur la même période.

Répartition de la population par classe d'âge

	1999		2006		Cumul en 2006	
	Loire Sud	France	Loire Sud	France	Loire Sud	France
0-14 ans	18,2%	19,1%	17,5%	18,5%	17,5%	18,5%
15-29 ans	21,0%	20,4%	20,1%	19,1%	37,6%	37,6%
30-44 ans	20,0%	22,0%	18,8%	21,0%	56,3%	58,6%
45-59 ans	18,3%	18,2%	19,8%	20,2%	76,1%	78,9%
60-74 ans	14,5%	13,3%	14,1%	12,9%	90,2%	91,8%
75 ans ou +	7,9%	7,0%	9,8%	8,2%	100,0%	100,0%

Tableau 1

La répartition de la population par classe d'âge nous montre un vieillissement de la population. En 1999, 77,6% de la population avait moins de 60 ans contre 76,1% en 2006.

La part des moins de 30 s'établit en 2006 à 37,6% de la population contre 39,2% en 1999.

Néanmoins les chiffres relatifs aux moins de 30 ans coïncident avec la moyenne nationale.

Les chiffres relatifs aux habitants âgés de 30 à 59 ans sont, quant à eux peu encourageants : 38,6% de la population contre 41,2% au niveau national.

Répartition de la population de plus de 15 ans non scolarisée par diplôme

	1999		2006	
	Loire Sud	France	Loire Sud	France
Sans diplôme	23,2%	20,8%	22,8%	20,2%
CEP	15,8%	17,3%	11,4%	12,3%
BEPC, brevet collèges	6,7%	8,1%	5,6%	6,5%
CAP-BEP	27,9%	24,8%	26,5%	23,8%
BAC-BP	11,6%	12,0%	14,5%	15,0%
BAC+2	8,1%	8,4%	10,4%	10,7%
Sup BAC+2	6,7%	8,7%	8,7%	11,5%

Tableau 2

La répartition de la population non scolarisée par diplôme révèle un réel déficit sur les niveaux Bac et + puisque seulement 33,6% des plus de 15 ans non scolarisés sont titulaires d'un Bac ou plus contre 37,2% au niveau national. Pour les supérieurs à Bac +2 le retard par rapport au niveau national a augmenté entre 1999 et 2006.

2- REVENUS ET FISCALITE SUR LOIRE SUD (DONNEES 2008)

Sources : DGI

Traitements : MDEF Loire Sud – Epures - Elo

Foyers fiscaux

Territoire	% de foyers fiscaux imposables
Loire Sud	51,2%
Loire	51,8%
Rhône-Alpes	57,5%
France	54,7%

Tableau 3

Il apparaît ici que la part des foyers fiscaux imposables sur Loire Sud est inférieure aux taux constatés au niveau départemental, régional et national.

L'écart avec Rhône-Alpes (51,2% pour Loire Sud contre 57,5% pour Rhône-Alpes) met en évidence la situation financière difficile d'une part plus importante de ménages Sud Ligériens.

Territoire	% foyers fiscaux concernés par Traitements et salaires	% foyers fiscaux percevant retraite ou pension
Loire Sud	63,5%	37,5%
Loire	63,48%	37,8%
Rhône-Alpes	68,76%	32,3%
France	66,26%	32,8%

Tableau 4

Note méthodologique :

La somme des pourcentages n'est pas égale à 100% car ici ne sont données que des informations concernant les foyers fiscaux qui perçoivent des traitements et salaires ainsi que des pensions et retraites. Par ailleurs, certains foyers fiscaux sont concernés à la fois par des traitements et salaires et par des pensions ou retraites.

Le tableau 4 confirme quant à lui, le caractère vieillissant de la population Sud-Ligérienne avec 37,5% des foyers fiscaux percevant une pension ou une retraite contre seulement 32,3% au niveau régional et 32,8% au niveau national.

Territoire	Impôt net (moyen) en euro
Loire Sud	1 681
Loire	1 636
Rhône-Alpes	2 177
France	2 490

Tableau 5

On constate que l'impôt net moyen payé par les foyers fiscaux imposables est inférieur de 22,8% à l'impôt net moyen dans la région Rhône-Alpes et 32,5% inférieur à l'impôt net moyen en France.

Territoire	% Foyers fiscaux imposables soumis à l'ISF	Patrimoine moyen (en euros)	Impôt moyen en euro des contribuables soumis à l'ISF
Loire Sud	1,0	1 714 081	6 552,70
Loire	0,6	1 693 753	6 317,04
Rhône-Alpes	0,9	1 654 580	5 722,52
France	1,5	1 893 545	8 153,34

Tableau 6

Le tableau 6 nous montre que le patrimoine moyen de des foyers fiscaux imposables à l'Impôt sur la Fortune en Loire Sud est supérieur au patrimoine moyen des foyers fiscaux soumis à l'ISF en Rhône-Alpes.

Ceci peut en partie être expliqué par un « effet taille » due au nombre plus faible de foyers fiscaux qui donne un poids relatif plus important aux très forts patrimoines.

Cependant, on ne peut exclure l'existence d'une forte dispersion des revenus sur Loire Sud avec des ménages aux revenus très faibles (plus faibles que la moyenne) et des ménages aux revenus et patrimoines élevés.

Territoire	Salaire moyen (en euros)	Retraite moyenne (en euros)
Loire Sud	21 750	17 607
Loire	22 059	17 344
Rhône-Alpes	24 695	18 606
France	24 151	18 372

Tableau 7

Le tableau 7 vient étayer un peu plus l'argument selon lequel les ménages Sud Ligériens connaissent des revenus moyens plus faibles.

En effet, on constate ici que le salaire moyen annuel est 12% inférieur à la moyenne régionale. Les chiffres datant de 2008, et compte tenu des niveaux d'emplois que nous verrons plus loin, on peut craindre que, depuis, ces indicateurs ne se soient encore dégradés.

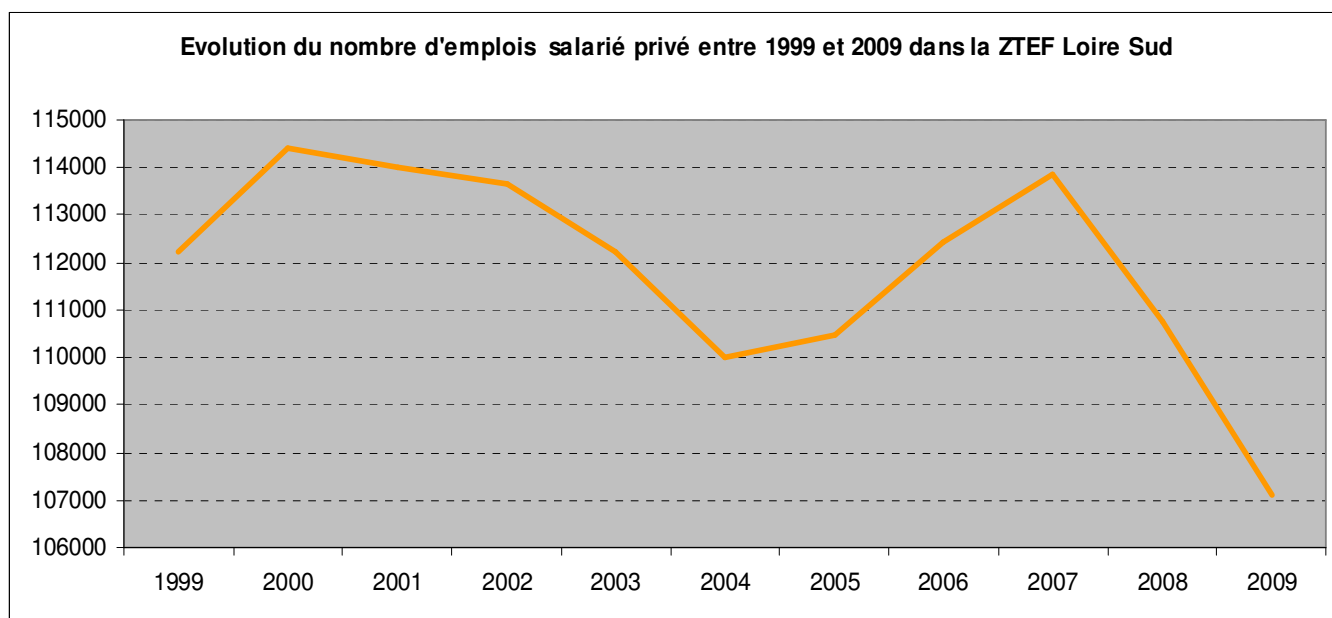
3- L'EMPLOI SALARIE PRIVE : UNE BAISSSE DES EFFECTIFS QUI SE POURSUIT.

Sources : UNEDIC, POLE EMPLOI
Traitements : MDEF Loire Sud

Entre décembre 2008 et décembre 2009, sur Loire Sud, **l'emploi salarié privé a régressé de 3,3%**, passant de 110 748 emplois à 107 114 emplois, s'établissant ainsi au niveau le plus bas depuis 10 ans.

A titre comparatif, sur la même période, le département de la Loire a vu l'emploi salarié privé diminuer de 2,7% et la région Rhône-Alpes de 1,7%.

Le graphique 1 nous montre l'évolution de l'emploi salarié privé en Loire Sud sur les 10 dernières années.



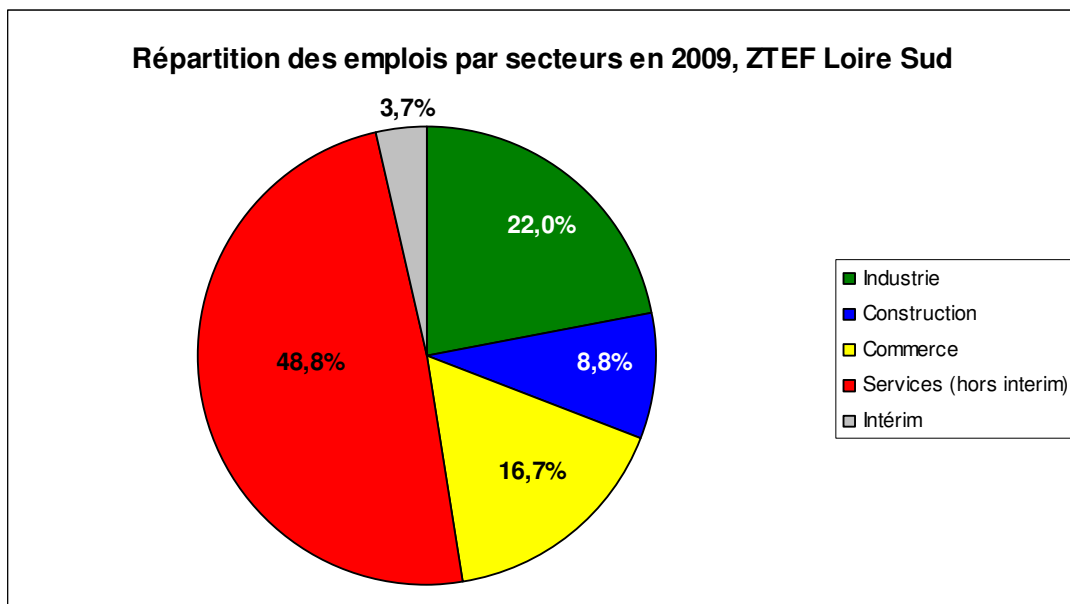
Graphique 1

On constate l'impact important de la crise sur l'emploi sud ligérien avec un niveau d'emploi salarié privé au plus bas depuis 10 ans. Il faut remonter à 1997 pour trouver un niveau comparable.

A noter :

L'emploi salarié privé en Loire Sud représente 58,3% de l'emploi salarié privé du département de la Loire et 6,2% de l'emploi salarié privé de la région Rhône-Alpes.

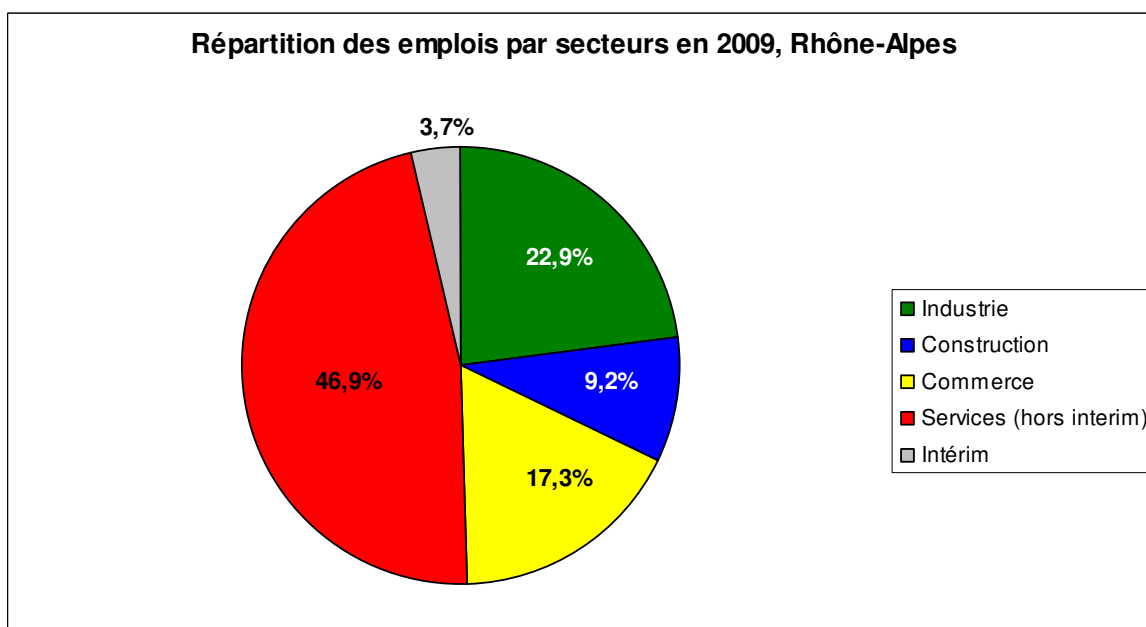
La répartition des 107 114 emplois par secteurs d'activité (l'industrie, la construction, le commerce, les services et le travail intérimaire que l'on a extrait du secteur des services) est donnée par le graphique 2 :



Graphique 2

Le secteur des services reste le plus grand pourvoyeur d'emplois salariés privés (48,8 % des effectifs) et devance le secteur de l'industrie (22,0 % des effectifs), le commerce (16,7 % des effectifs) et le secteur de la construction (8,8 % des effectifs).

Si l'on fait le parallèle avec la structure de l'emploi salarié privé en Rhône-Alpes (graphique 3), on constate que la part de l'emploi (en %) dans les services est légèrement plus importante en Loire Sud qu'en Rhône-Alpes alors qu'elle est plus faible pour l'Industrie, la Construction et le Commerce.



Graphique 3

La tertiarisation apparente de l'économie Sud Ligérienne doit cependant être nuancée. En effet, si les emplois dans les services se développent effectivement, la structuration de l'emploi salarié privé sur Loire Sud est également fortement déterminée par la baisse importante des effectifs dans l'industrie ce qui contribue à faire augmenter fortement la part des services dans l'emploi.

On retrouve l'évolution du nombre d'emploi salarié privé sur Loire Sud sur un an dans le tableau 8 suivant :

Secteur	2008	2009	Evolution (en valeur)	Evolution (en %)
Industrie	26 144	23 562	- 2 582	- 9,9%
Construction	10 224	9 476	- 748	- 7,3%
Commerce	18 109	17 833	- 276	- 1,5%
Services (hors intérim)	51 611	52 275	+ 664	+ 1,3%
Intérim	4 618	3 930	- 688	- 14,9%
Agriculture	42	38	- 4	- 9,5%
Total	110 748	107 114	- 3 634	- 3,3%

Tableau 8

Afin d'étayer nos propos, on peut mettre en perspective l'évolution annuelle de l'emploi salarié privé sur Loire Sud avec l'évolution annuelle sur le département de la Loire et sur la région Rhône-Alpes. On obtient alors le tableau suivant :

Evolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité entre 2008 et 2009

	Loire Sud	Loire	Rhône-Alpes
Industrie	- 9,9%	- 8,1%	- 6,2%
Construction	- 7,3%	- 5,5%	- 2,5%
Commerce	- 1,5%	- 0,9%	- 2,1%
Services (hors Interim)	+ 1,3%	+ 1,6%	+ 0,5%
Interim	- 14,9%	- 8,7%	+ 3,1%
Total	- 3,3%	- 2,7%	- 1,7%

Tableau 9

Ce tableau met bien en évidence la dégradation de l'emploi sur Loire Sud entre 2008 et 2009. Hormis dans le secteur des services où la hausse de l'emploi (en %) est légèrement supérieure à la hausse constatée au niveau départemental et au niveau régional, tous les secteurs ayant vu leur nombre de salariés diminuer connaissent une baisse de l'emploi (en %) plus prononcée sur Loire Sud que sur la Loire ou sur Rhône-Alpes.

Une mise en perspective de même type est effectuée sur une période plus longue (sur les 10 dernières années) dans le tableau 10 :

Evolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité entre 1999 et 2009

	Loire Sud	Loire	Rhône-Alpes
Industrie	- 31,7%	- 26,1%	- 16,9%
Construction	+ 19,9%	+ 24,5%	+ 27,4%
Commerce	+ 1,5%	+ 8,6%	+ 12,2%
Services (hors Interim)	+ 11,4%	+ 14,7%	+ 24,0%
Interim	- 25,6%	- 10,6%	+ 1,9%
Total	- 4,5%	- 1,2%	+ 9,1%

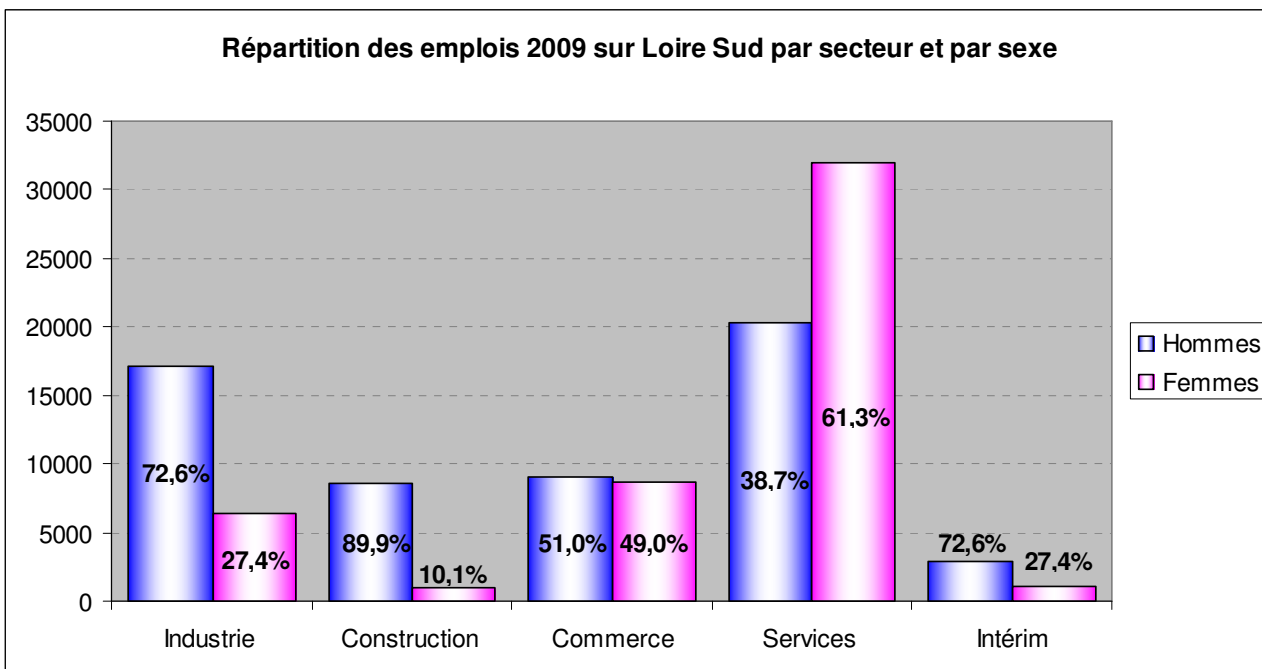
Tableau 10

L'analyse sur 10 ans montre que les évolutions du nombre d'emplois par secteur, qu'elles soient positives (Construction, Commerce, Services) ou négatives (Industrie, Intérim) sont moins favorables (ou plus défavorables) qu'au niveau départemental ou régional.

De plus, il faut noter que, si l'augmentation du nombre d'emplois dans les services fait plus que compenser la baisse de l'emploi dans l'industrie à l'échelle Rhône-Alpine (+157 531 emplois dans les services contre - 80 503 emplois dans l'industrie), ce n'est pas le cas au niveau de Loire Sud (+ 5 340 emplois dans les services contre - 10 953 emplois dans l'industrie).

L'emploi salarié privé sur Loire Sud en 2009 (répartition par sexe)

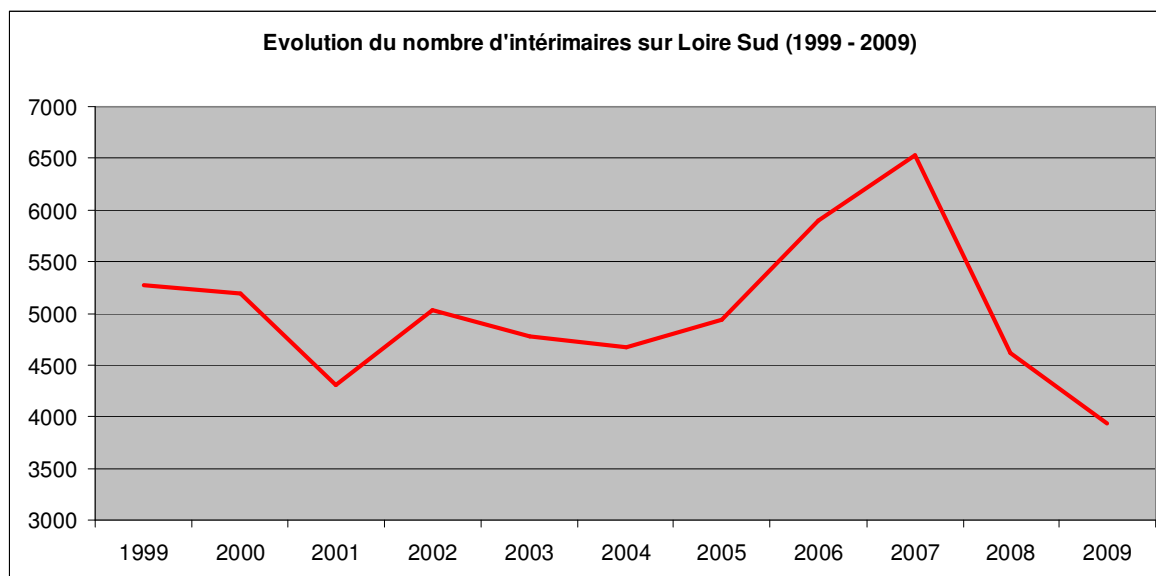
La majorité de ces emplois sont masculins puisque 54,0% de ces 107 114 salariés sont des hommes. La répartition par secteur et par sexe est donnée dans le graphique 4 :



Graphique 4

On constate, sans surprise, que les métiers de l'industrie et de la construction sont très majoritairement masculins. Le secteur des services est quant à lui essentiellement féminin. La répartition dans les emplois intérimaires est similaire à la répartition des emplois dans le secteur industriel. Les secteurs les plus touchés par la crise correspondent aux secteurs les plus masculins.

Zoom sur le travail intérimaire



Graphique 5

Le secteur du travail intérimaire constituant la première variable d'ajustement en cas de modification conjoncturelle, ce secteur est soumis à des variations importantes.

La baisse entre 2008 et 2009 (-14,9%) bien qu'inférieure à la baisse constatée entre 2007 et 2008 (-29,2%), reste importante et se situe à un niveau comparable à la diminution liée aux effets de l'explosion de la bulle internet entre 2000 et 2001 (-17,1%).

Quelles spécialisations en Loire Sud concernant l'emploi salarié?

Si l'on regarde plus finement l'emploi dans les secteurs de l'industrie et des services qui représentent les deux plus grands secteurs en termes d'emploi salarié privé afin de faire ressortir les spécialités de Loire Sud, on obtient les matrices d'analyse de spécialisation de Loire Sud relativement à Rhône-Alpes :

Note explicative :

L'axe des abscisses représente l'indice de spécificité.

Lorsque l'indice d'une activité est égal à 1, cela signifie que cette activité est présente dans la même proportion au sein de Loire Sud et de la région Rhône-Alpes.

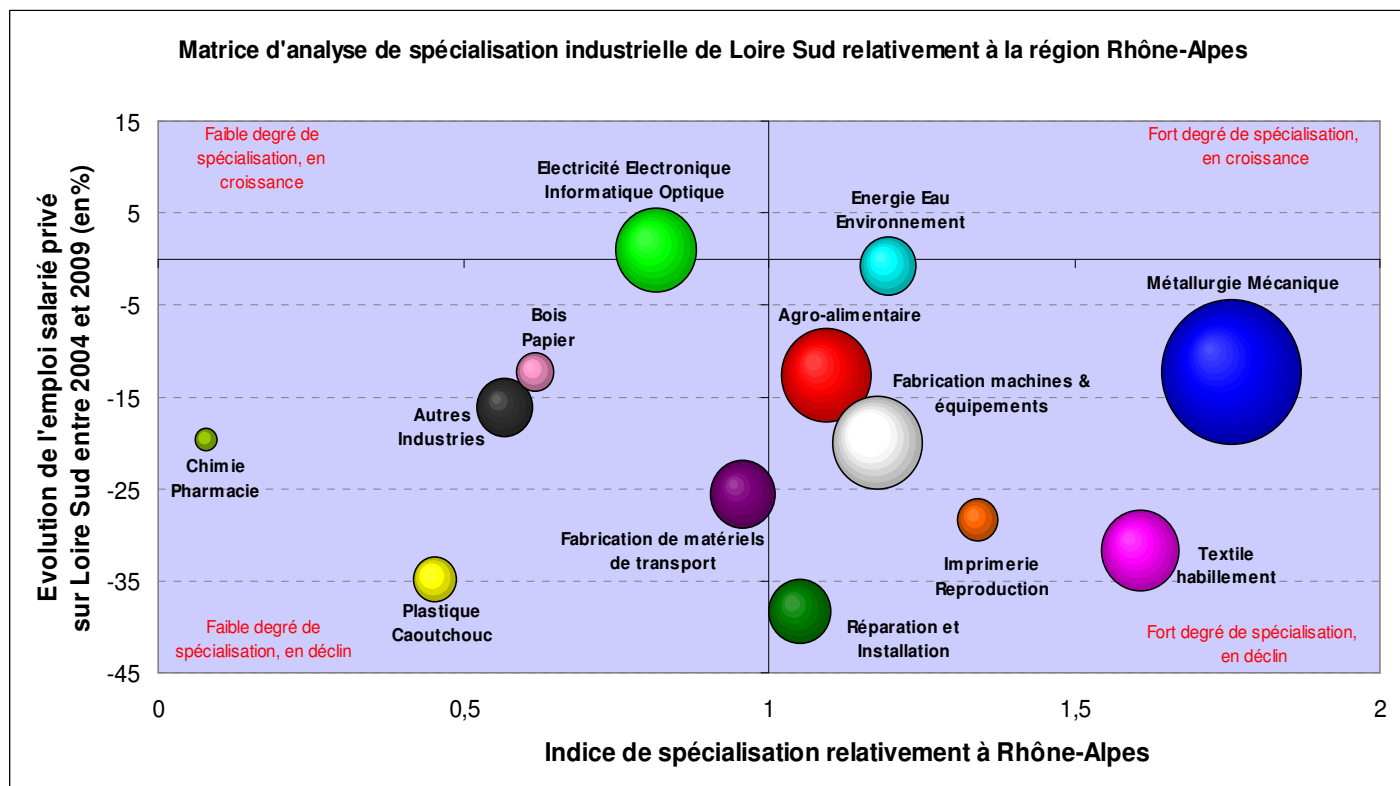
Un indice élevé supérieur à 1 indique une forte spécialisation relativement à la région Rhône-Alpes.

Un indice faible inférieur à 1 indique une faible spécialisation relativement à la région Rhône-Alpes.

L'axe des ordonnées représente l'évolution du nombre d'emplois salariés privés entre 2004 et 2009.

La taille de la bulle est représentative du nombre de salariés.

Matrice d'analyse de spécialisation industrielle



Graphique 6

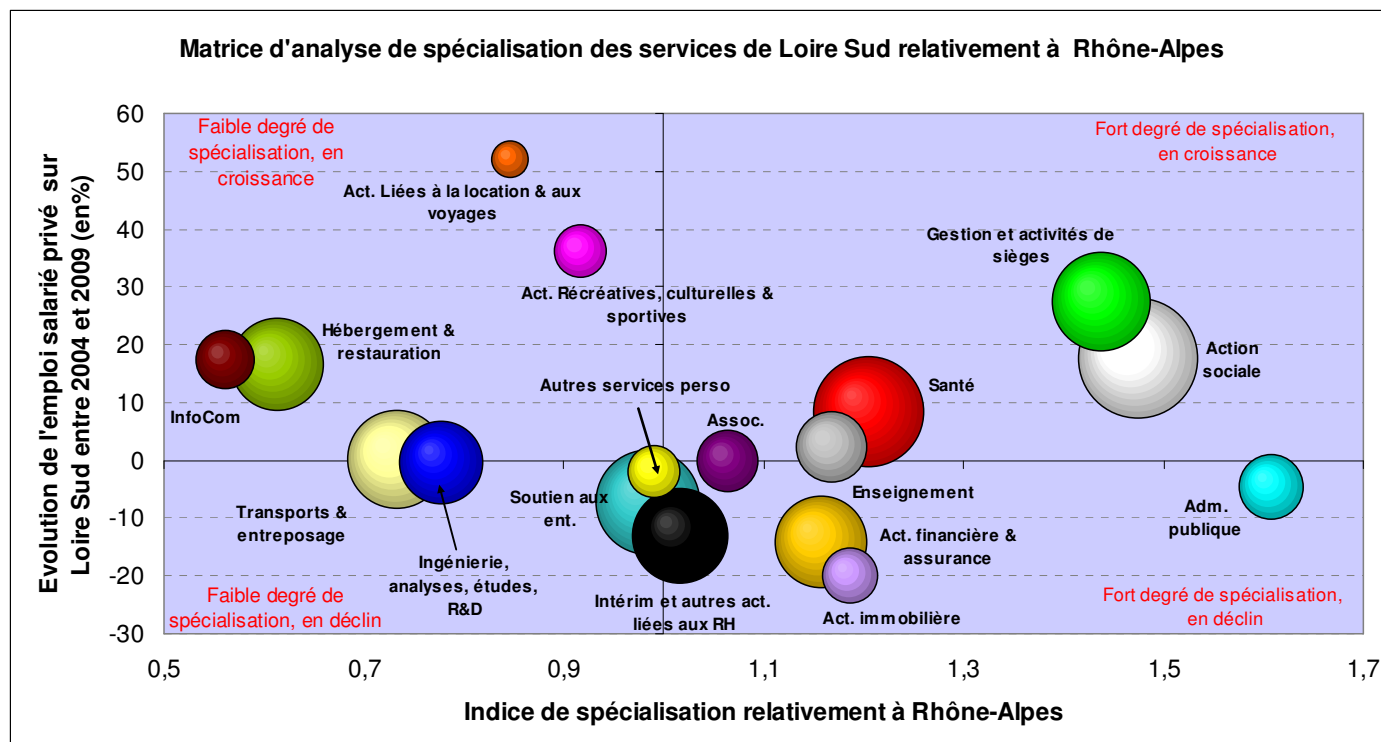
A noter :

Dans le graphique 6, la plus grosse bulle (Métallurgie Mécanique) représente 6 611 salariés ; la plus petite (Chimie – Pharmacie) représente 167 salariés.

On constate qu'au niveau industriel, la quasi-totalité des filières voient leurs effectifs diminuer. Seules les filières « Electricité – Electronique – Informatique – Optique » et « Energie – Eau – Environnement » conservent un niveau d'emploi stable sur 10 ans. Cependant, la filière « Electricité – Electronique – Informatique – Optique » ne constitue pas une spécialisation de Loire Sud relativement à la région Rhône-Alpes. La filière « Energie – Eau – Environnement », quant à elle, bien que pouvant être considérée comme une spécialisation légère représente un nombre de salariés relativement faible.

La spécialisation relative de Loire Sud réside essentiellement dans les filières « Métallurgie – Mécanique » (le plus important en termes de nombre d'emplois) et « Textile – Habillement ». Cependant ces filières connaissent une diminution importante du nombre de salariés entre 2004 et 2009 (-12,2% pour la filière « Métallurgie – Mécanique » et - 31,7% pour la filière « Textile – Habillement »).

Matrice d'analyse de spécialisation des Services



Graphique 7

A noter :

Dans le graphique 7, la plus grosse bulle (Action Sociale) représente 6 885 salariés ; la plus petite (Activités liées à la location et aux voyages) représente 718 salariés.

On constate, qu'au niveau des services, 3 secteurs se détachent en terme de spécialisation relative : l'« Administration publique », l'« Action Sociale » et la « Gestion d'entreprises et activités de sièges ».

La spécialisation relative dans le secteur de l'Administration publique est essentiellement liée au fait que la ville centre et préfecture de la Loire (St-Etienne) fasse partie de Loire Sud.

Cela génère un nombre d'emplois privés dans le secteur public non négligeable. On constate néanmoins une baisse de ces effectifs dans l'Administration Publique sur les 5 dernières années.

En revanche, l'« Action Sociale » et la « Gestion d'entreprises et activités de sièges » constituent des spécialisations relatives assez marquées et pour lesquelles le nombre d'emplois a augmenté de manière relativement importante sur les 5 dernières années (+12,2 % pour « Action Sociale » et + 27,4 % pour « Gestion d'entreprises et activités de sièges »).

Par ailleurs, on constate dans cette matrice l'importance du secteur de la santé dans l'emploi Sud-Ligérien et la baisse assez importante des effectifs dans le secteur des activités financières et d'assurance (- 14,0 %) et dans le secteur de l'immobilier (-19,9%).

Le territoire est également marqué par une sous-spécialisation, relativement à la région Rhône-Alpes, dans les secteurs de l'« Information et des Communications », de l'« Hébergement Restauration », du « Transport et de l'Entreposage » et des activités d'« Ingénierie, Analyses, Etudes et R&D ».

**Emploi salarié privé, des évolutions différentes au sein de Loire Sud :
Zoom sur les bassins**

Territoire	Nombre d'emplois salariés privé au 31/12/2009	Evolution 2008 - 2009	Evolution 1999 - 2009
Saint-Etienne et sa Couronne	78 651	- 2,4%	- 1,4%
Ondaine	10 579	- 6,2%	- 9,1%
Gier	15 201	- 6,2%	- 15,7%
Pilat et Haut Pilat	2 683	- 0,9%	- 2,5%
Total	107 114	- 3,3%	- 4,5%

Tableau 11

Note méthodologique concernant les territoires:

La reconstitution des territoires a été effectuée par cantons, de la manière suivante :

Saint-Etienne et sa Couronne : Cantons de St-Etienne + Canton de St-Héand

Ondaine : Canton de Firminy + Canton du Chambon-Feugerolles

Gier : Cantons de St-Chamond + Canton de Rive-de-Gier + Canton de Grand-Croix

Pilat: Canton de St-Genest-Malifaux + Canton de Pélussin

Cette déclinaison infra-territoriale met en évidence des impacts d'intensités différentes au niveau des bassins.

Ainsi, l'évolution sur un an montre une diminution plus marquée (en %) de l'emploi sur les bassins de l'Ondaine et du Gier (- 6,2% sur chaque bassin).

L'analyse sur 10 ans, renforce l'argument d'une situation encore plus préoccupante de l'emploi sur les bassins de l'Ondaine (- 9,1%) et du Gier (-15,7%).

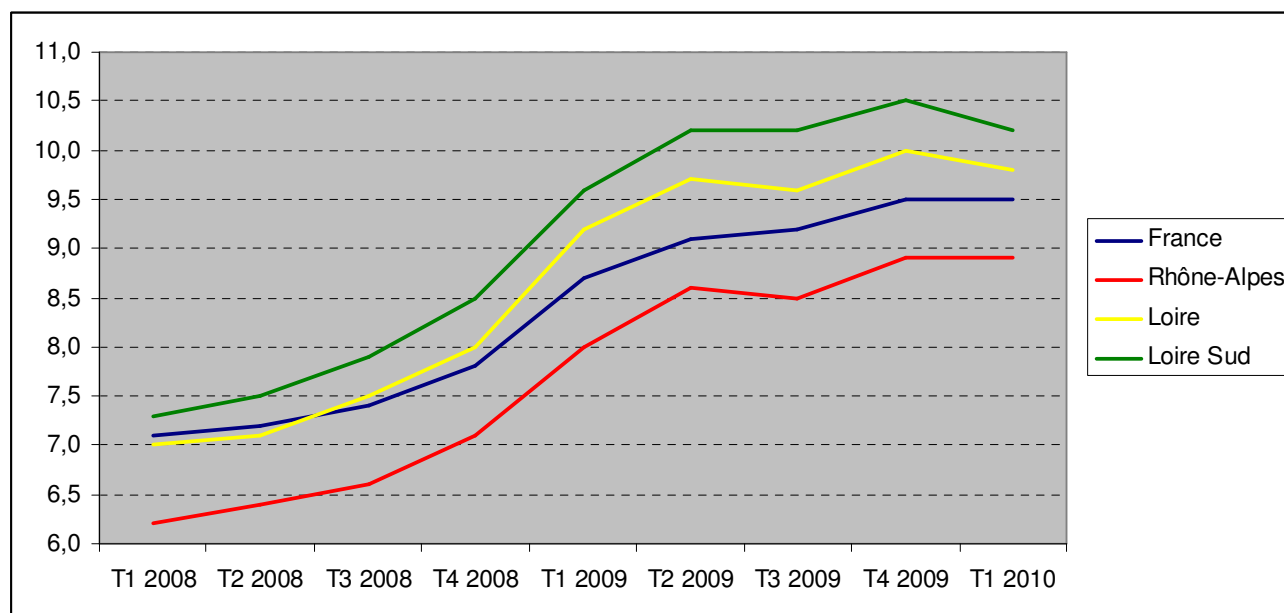
4- TAUX DE CHOMAGE, CHOMAGE PARTIEL, PLANS DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI, RUPTURES CONVENTIONNELLES

Sources : DIRECCTE, POLE EMPLOI
Traitements : MDEF Loire Sud

Comparaison de l'évolution du taux de chômage par trimestre (1^{er} trimestre 2008 - 1^{er} trimestre 2010)

	T1 2008	T2 2008	T3 2008	T4 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	T1 2010
France	7,1	7,2	7,4	7,8	8,7	9,1	9,2	9,5	9,5
Rhône-Alpes	6,2	6,4	6,6	7,1	8,0	8,6	8,5	8,9	8,9
Loire	7,0	7,1	7,5	8,0	9,2	9,7	9,6	10,0	9,8
Loire Sud	7,3	7,5	7,9	8,5	9,6	10,2	10,2	10,5	10,2

Tableau 12



Graphique 8

L'évolution du taux de chômage sur Loire Sud met également en relief l'aspect préoccupant du territoire.

En effet, depuis 2 ans, le taux de chômage sur Loire Sud est constamment supérieur aux taux départemental, régional et national.

De plus, on constate sur le graphique 8, que l'écart entre le taux de chômage sur Loire Sud et le taux de chômage des autres territoires étudiés (Loire, Rhône-Alpes, France) tend à se creuser au détriment de Loire Sud.

On doit cependant noter une légère diminution du taux de chômage sur Loire Sud et au niveau départemental entre le 4^{ème} trimestre 2009 et le 1^{er} trimestre 2010 (diminution qui n'est constatée ni au niveau régional, ni au niveau national).

Le chômage partiel dans la Loire (Données 2009 – 2010, Loire)

Avertissement :

Le nombre des heures autorisées pour un mois donné porte sur des périodes plus importantes que le mois considéré : par exemple, une décision d'autorisation de chômage partiel prise en juin peut porter sur les mois de juin, juillet et septembre. Certaines décisions portent jusqu'en décembre 2010.

Evolution du chômage partiel dans la Loire

Mois	Nombre d'entreprises	Effectif concerné	Volume d'heures autorisées
juil-09	327	6 512	1 041 555
août-09	17	1 272	166 644
sept-09	428	7 029	1 268 189
oct-09	211	3 402	587 294
nov-09	174	4 061	479 900
déc-09	156	3 358	762 996
janv-10	328	5 200	928 578
févr-10	101	1 409	214 991
mars-10	352	1 022	250 058
avr-10	189	2 259	481 986
mai-10	113	1 940	458 929
juin-10	94	1 038	197 738
juil-10	94	1 100	205 708
Total	2584	39 602	7 044 566

Tableau 13

Il faut noter que nous disposons ici de données départementales (et non sur Loire Sud). On constate néanmoins une baisse du nombre d'entreprises et des effectifs concernés sur les derniers mois. Le volume d'heures autorisées nous donne une représentation de la situation des entreprises et de leurs anticipations sur l'évolution de leur activité.

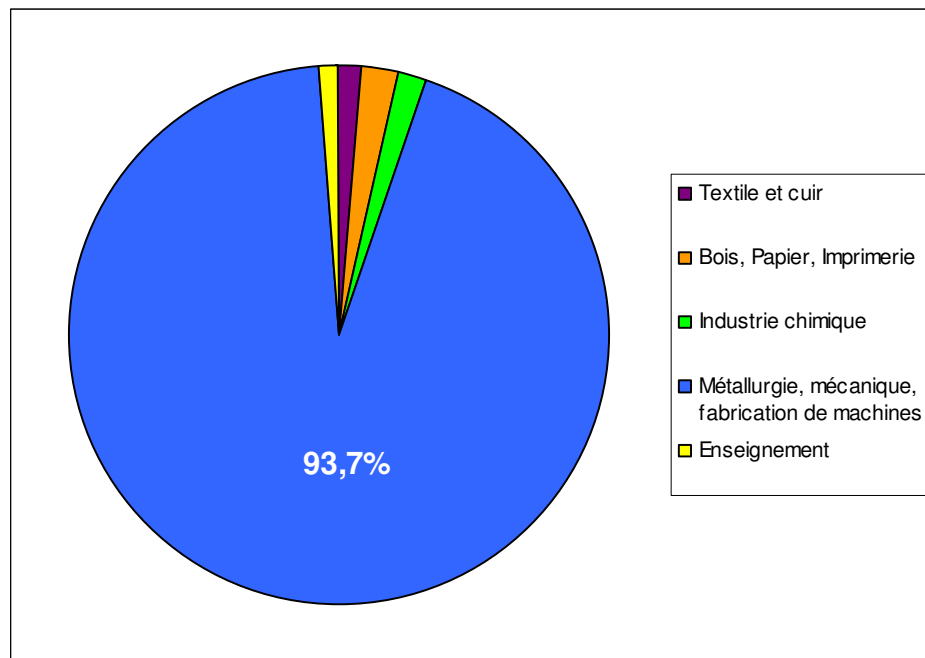
Note :

Afin de préciser l'analyse sur le chômage partiel, il serait intéressant de disposer du nombre d'heures de chômage partiel effectivement consommées. Ceci nous permettrait de mettre en regard, les heures autorisées et les heures consommées.

Plans de Sauvegarde de l'Emploi (Données 2009, Loire Sud)

En 2009, sur Loire Sud, 1085 licenciements ont été effectués dans le cadre des Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE).

Répartition des licenciements effectués dans le cadre des PSE en 2009 sur Loire Sud



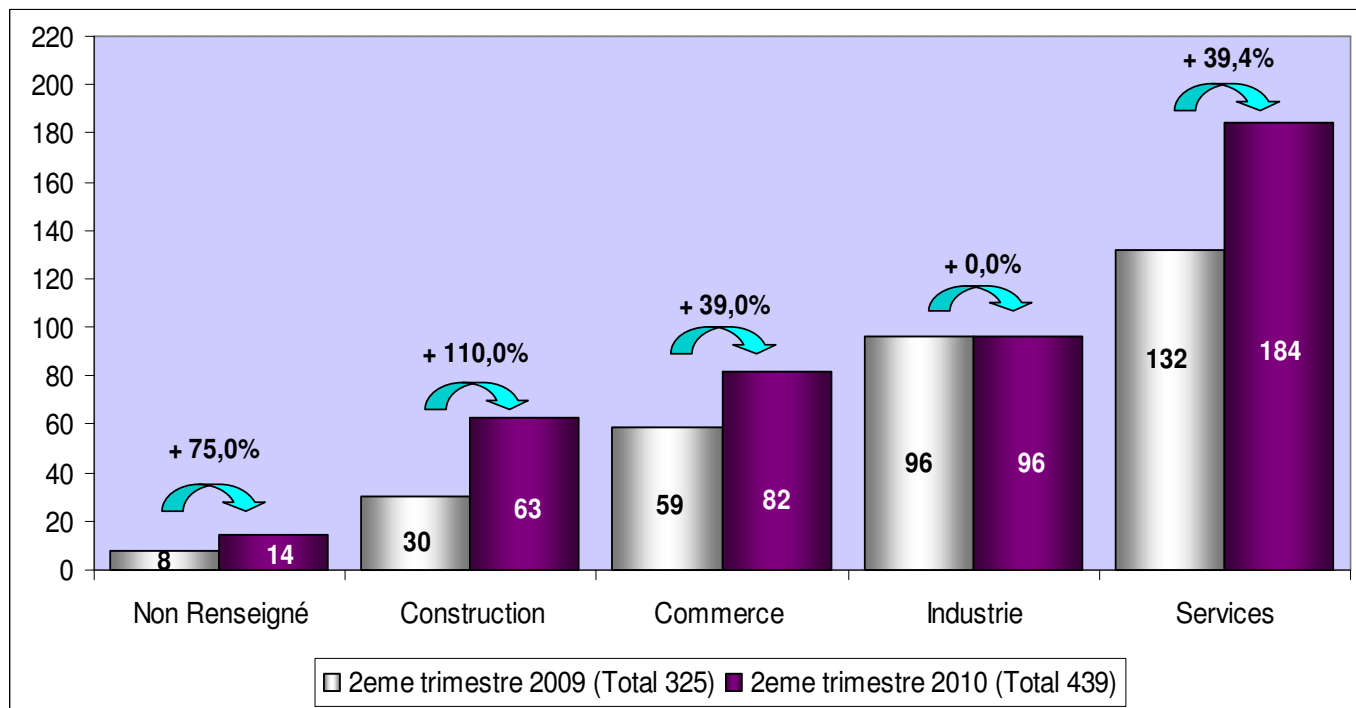
Graphique 9

On constate que la très grande majorité (93,7%) des licenciements effectués dans le cadre des Plans de Sauvegarde de l'Emploi concerne les secteurs de la Métallurgie, Mécanique et Fabrication de Machines.

Ruptures Conventionnelles (Données 2009 - 2010, Loire Sud)

Au 2^{ème} trimestre 2010, on a comptabilisé 439 ruptures conventionnelles sur Loire Sud.
La mise en perspective de ces ruptures conventionnelles, par secteurs d'activité, relativement au 2^{ème} trimestre 2009 et au 1^{er} trimestre 2010, est représentée par les graphiques 10 et 11 suivants :

**Les ruptures conventionnelles au 2^{ème} trimestre 2009 et au 2^{ème} trimestre 2010 :
Mise en perspective**



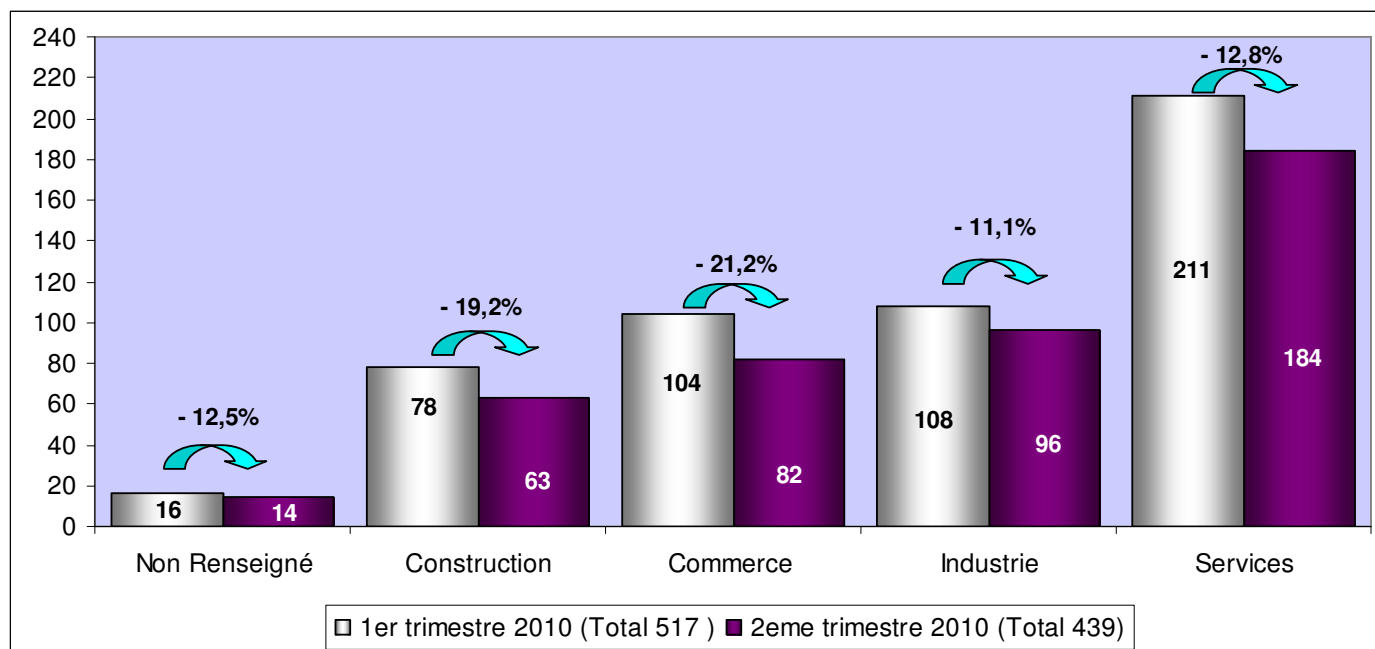
Graphique 10

La mise en perspective du 2^{ème} trimestre 2010 relativement au 2^{ème} trimestre 2009 met en évidence une hausse importante du nombre de ruptures conventionnelles (+ 35,1%).

Cette hausse est particulièrement marquée dans la construction. Le commerce et les services sont également fortement impactés.

En revanche, bien qu'important, le nombre de ruptures conventionnelles dans l'industrie est identique au 2^{ème} trimestre 2009 et au 2^{ème} trimestre 2010.

**Les ruptures conventionnelles au 1er trimestre 2010 et au 2^{ème} trimestre 2010 :
Mise en perspective**



Graphique 11

La mise en perspective du 2^{ème} trimestre 2010 relativement au 1^{er} trimestre 2010 permet de montrer que malgré une hausse importante entre le 2^{ème} trimestre 2009 et le 2^{ème} trimestre 2010, le nombre de ruptures conventionnelles est en diminution entre le 1^{er} trimestre 2010 et le 2^{ème} trimestre 2010 (-15,1%). Comme on peut le constater sur le graphique 11, la Construction, le Commerce, l'Industrie et les Services voient tous leur nombre de ruptures conventionnelles diminuer par rapport au trimestre précédent.

5- DEMANDE D'EMPLOI : UNE SITUATION TOUJOURS PREOCCUPANTE

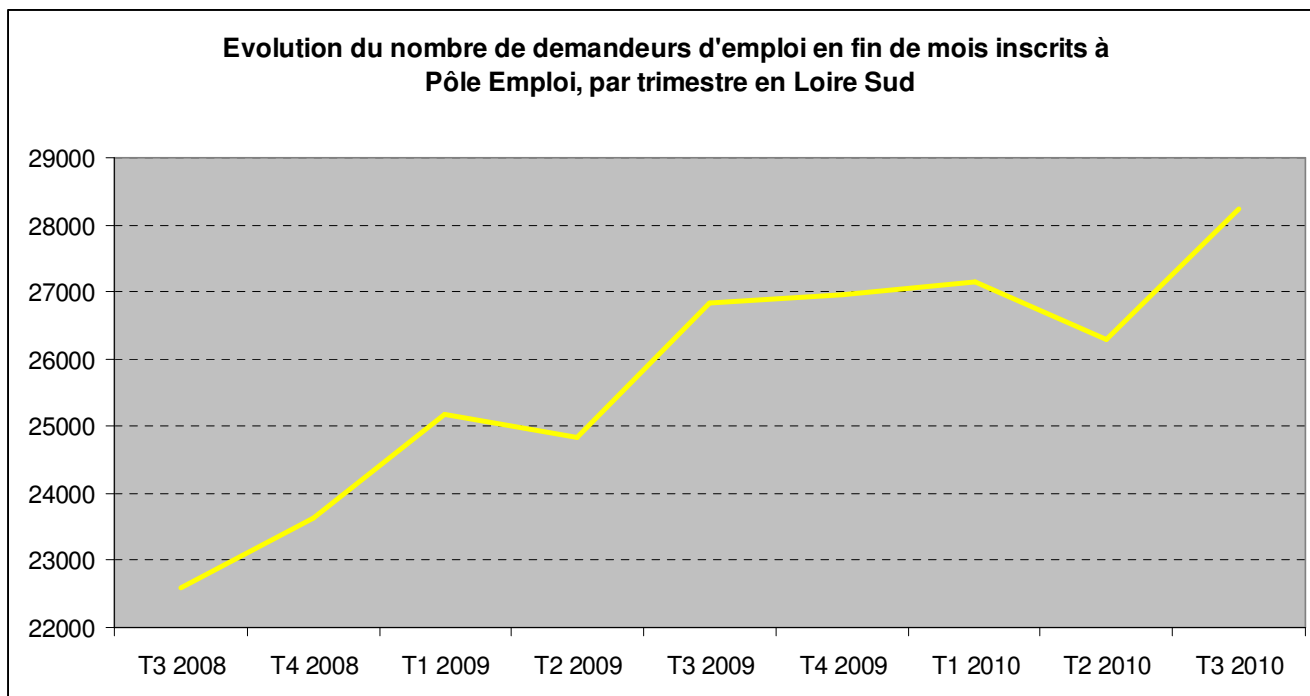
*Sources : DIRECCTE, POLE EMPLOI, MISSIONS LOCALES DE LOIRE SUD
Traitements : MDEF Loire Sud*

Note méthodologique concernant les DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois) :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).



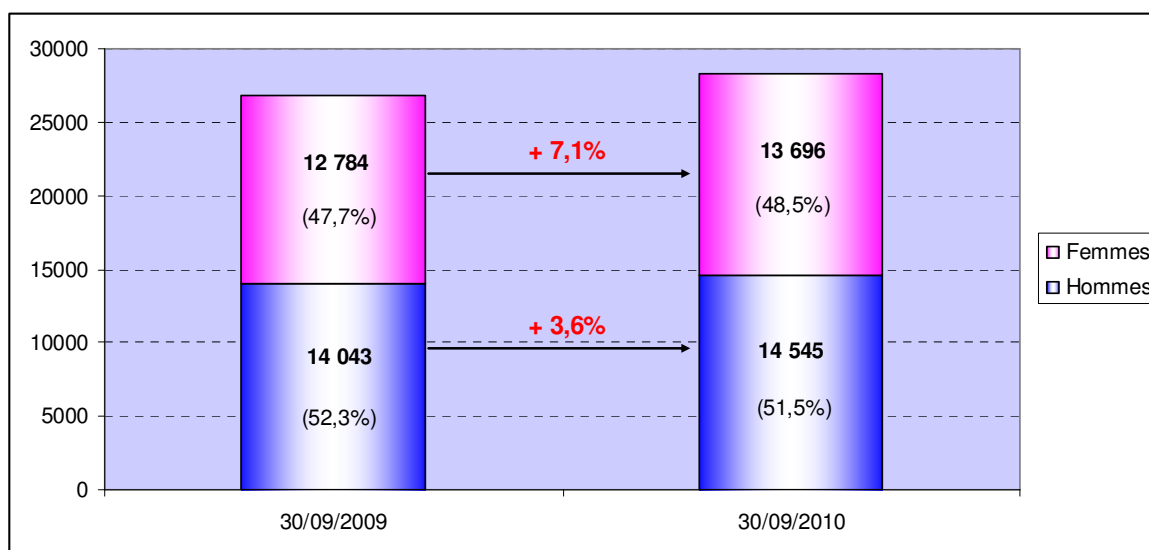
Graphique 12

Sur la ZTEF Loire Sud, le nombre de demandeurs d'emplois, inscrit à Pôle Emploi en fin de mois (DEFM) a augmenté de 5,3% entre fin septembre 2009 et fin septembre 2010, passant de 26 827 à 28 241 pour les catégories A, B et C.

Sur 2 ans, cette hausse se monte à 25,0% passant de 22 585 à 28 241.

Hommes / Femmes (données septembre 2010)

L'évolution du nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois en fonction du sexe des DEFM est donnée par le graphique 13.



Graphique 13

Alors que la hausse du nombre de DEFM, touchait de manière similaire les hommes et les femmes sur les trimestres précédents, on constate que sur le 3^{ème} trimestre 2010, les femmes ont été plus fortement impactées.

Si l'on analyse les chiffres sur 2 ans en mettant en perspective le nombre de DEFM à la fin du 3^{ème} trimestre 2010 et du 3^{ème} trimestre 2008 (tableau 14), on constate que la hausse du nombre de DEFM sur 2 ans a particulièrement touché les hommes.

Ceci s'explique en grande partie par l'impact fort de la crise sur les secteurs de l'Industrie et de la Construction, secteurs essentiellement masculins (cf graphique 4).

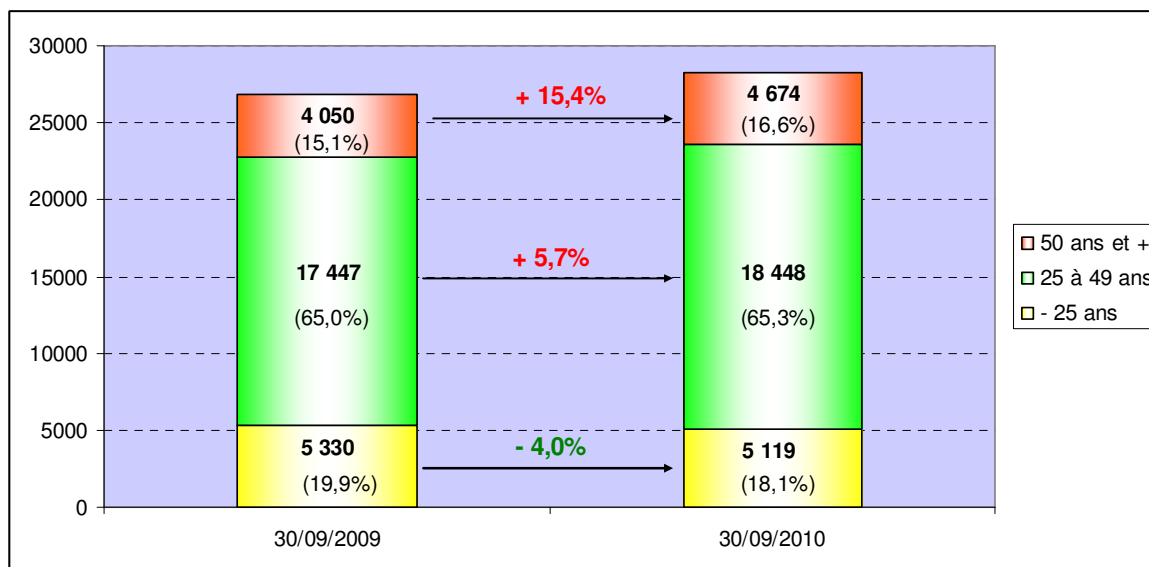
Cependant, il convient de souligner que la situation des femmes est problématique puisque, malgré une hausse du nombre de DEFM bien plus faible que celle des hommes sur 2 ans, le nombre de femmes en demande d'emploi n'est pas beaucoup plus faible que le nombre d'hommes, ce qui met en évidence la situation précaire des femmes sur notre territoire dès avant la crise.

Evolution de la DEFM Septembre 2008 - Septembre 2010	
Hommes	+ 34,8%
Femmes	+ 16,1%

Tableau 14

Classes d'âges (données septembre 2010)

L'évolution du nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois en fonction de l'âge des DEFM est donnée par le graphique 14.



Graphique 14

On constate sur ce graphique que le nombre de DEFM âgés de 50 ans et + a plus fortement augmenté, en structure, que les autres classes d'âges. Le nombre de DEFM âgés de moins de 25 ans a, quant à lui, diminué. Cette amélioration concernant les jeunes doit néanmoins être relativisée car au 2^{ème} trimestre 2010 les Missions locales de Loire Sud ont vu le nombre de jeunes en 1^{er} accueil en hausse de 16,7% par rapport au 2^{ème} trimestre 2009.

Par ailleurs, l'analyse de chiffres sur 2 ans (tableau 15) met en évidence une hausse importante du nombre de DEFM chez les seniors (+38,7%) mais aussi chez les jeunes (+ 21,1%) malgré une légère baisse pour ces derniers depuis quelques mois.

Evolution de la DEFM Septembre 2008 - Septembre 2010	
- 25 ans	+ 21,1%
25 à 49 ans	+ 23,1%
50 ans et +	+38,7%

Tableau 15

Niveaux de Formation (données septembre 2010)

L'évolution du nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois en fonction du niveau de formation des DEFM est donnée par le graphique 15.

Définition des niveaux de formation par l'INSEE :

Niveau VI : sorties du 1er cycle de l'enseignement secondaire (6ème, 5ème, 4ème) et des formations préprofessionnelles en un an.

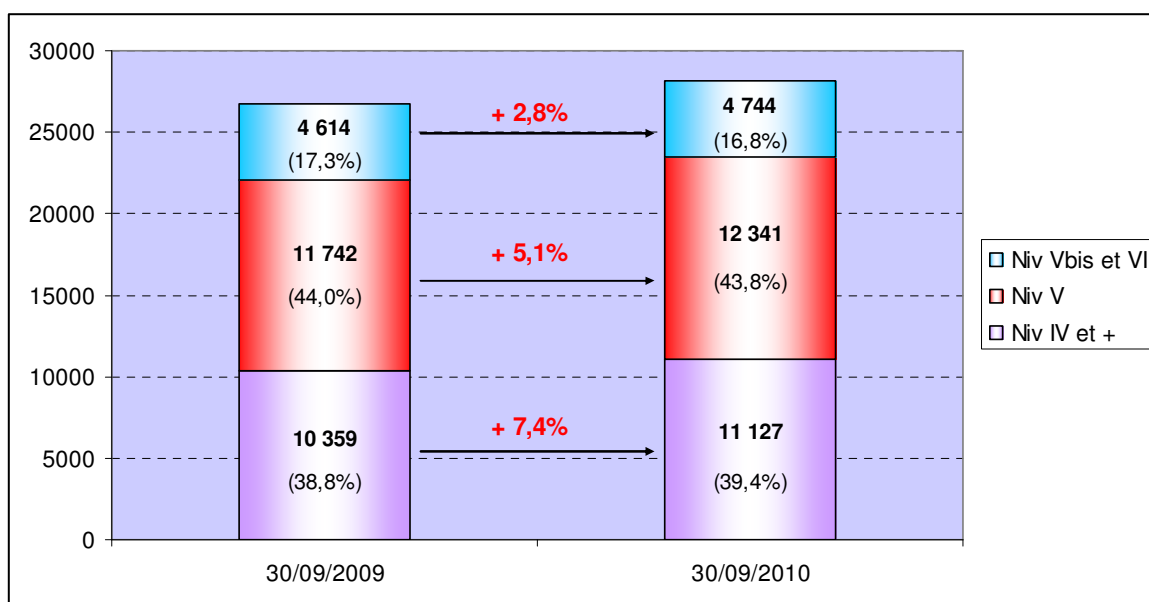
Niveau Vbis : sorties de 3ème générale, de 4ème et 3ème technologiques et des classes du second cycle court (notamment CAP, BEP) avant l'année terminale.

Niveau V : sorties de dernière année de CAP, BEP ou équivalent avec ou sans diplôme. Abandons des études en seconde ou en première.

Niveau IV : sorties des classes de terminale de l'enseignement secondaire (avec ou sans le baccalauréat). Abandons des études supérieures sans diplôme.

Niveau III : sorties avec un diplôme de niveau Bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales, etc.).

Niveaux II et I : sorties avec un diplôme de niveau supérieur à bac+2 (licence, maîtrise, master, dea, dess, doctorat, diplôme de grande école).



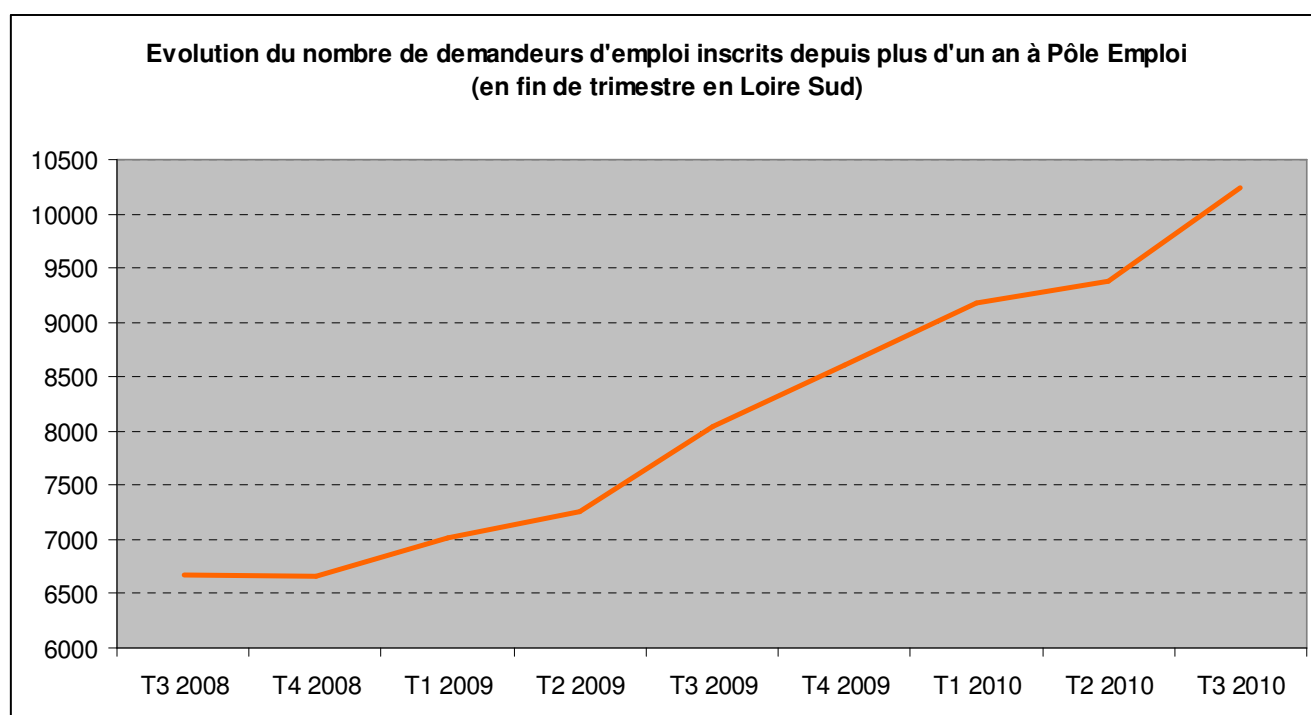
Graphique 15

On constate sur ce graphique que la hausse du nombre de DEFM est plus importante (en %) chez les niveaux supérieurs (bac et +). Cette situation est encore plus flagrante si l'on analyse l'évolution sur 2 ans (tableau 16). On constate que le nombre de DEFM titulaire d'un Bac ou + a augmenté de 29,1% entre septembre 2008 et septembre 2010. Ceci peut s'expliquer en partie par l'allongement de la durée moyenne des études et la tendance générale à l'augmentation du nombre de jeunes diplômés (cf tableau 2).

Evolution de la DEFM Septembre 2008 - Septembre 2010	
Niv IV et +	+ 29,1%
Niv V	+ 26,6%
Niv Vbis et VI	+ 15,3%

Tableau 16

Chômage de longue durée



Graphique 16

Il faut également noter que, sur les 28 241 demandeurs d'emplois de catégorie A,B ou C inscrits au 30 juin 2010, 10 249 (soit 36,3 % du total) sont en demande d'emploi depuis plus d'un an.

On constate que le nombre de chômeurs de longue durée s'inscrit en hausse trimestre après trimestre sur Loire Sud.

En deux ans, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a augmenté de **+ 53,4%**

Cette hausse a particulièrement impacté les hommes puisqu'en 2 ans, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi depuis plus d'un an a augmenté de 80,5% contre 30,6% pour les femmes. On constate ici une nouvelle situation où le nombre d'hommes en demande d'emploi depuis plus d'un an est supérieur de 16,5% au nombre de femmes en demande d'emploi depuis plus d'un an alors que jusqu'ici, la tendance était plutôt à une surreprésentation des femmes dans le chômage de longue durée.

Handicap (données décembre 2009)

Le nombre de DEFM en situation de handicap pour l'ensemble des catégories A, B et C a également augmenté en 1 an passant de 2366 à 2556 (soit une hausse de 8,0%).

Cette hausse reste inférieure comparativement à la hausse du nombre de DEFM pris dans leur globalité entre fin décembre 2008 et fin décembre 2009 (+16,5%).

Il est cependant nécessaire de bien prendre en compte les difficultés d'insertion des travailleurs handicapés.

En effet, 51,1% des DEFM en situation de handicap sont en situation de demandeur d'emploi depuis plus d'un an contre 31,5 % des DEFM pris dans leur globalité

Demande d'emploi par zones géographiques (données au 30 septembre 2010)

Territoire	DEFM catégories ABC	Evolution sur 1 an du 30/09/09 au 30/09/10	Evolution sur 2 ans du 30/09/08 au 30/09/10
Saint-Etienne et sa Couronne	17 345	+ 4,8%	+ 23,2%
Ondaine	3 682	+ 6,3%	+ 29,0%
Gier	6 135	+ 5,8%	+ 29,1%
Pilat et Haut Pilat	1 079	+ 5,6%	+ 19,2%
Total	28 241	+ 5,3%	+ 25,0%

Tableau 17

Note méthodologique concernant les territoires:

La reconstitution des territoires a été effectuée par cantons, de la manière suivante :

Saint-Etienne et sa Couronne : Cantons de St-Etienne + Canton de St-Héand

Ondaine : Canton de Firminy + Canton du Chambon-Feugerolles

Gier : Cantons de St-Chamond + Canton de Rive-de-Gier + Canton de Grand-Croix

Pilat: Canton de St-Genest-Malifaux + Canton de Pélussin

L'analyse des chiffres relatifs aux demandeurs d'emploi en fin de mois au niveau infra-territorial met une nouvelle fois en évidence certaines disparités.

Bien que les chiffres soient globalement défavorables pour l'ensemble des bassins, on peut noter que les bassins de l'Ondaine et du Gier connaissent une situation plus critique encore.

Ainsi, sur 1 an ces deux bassins connaissent des hausses supérieures à celles du territoire Loire Sud pris dans son ensemble (+ 6,3 % dans l'Ondaine et + 5,8 % dans le Gier contre + 5,3% pour Loire Sud pris dans son ensemble).

Ce différentiel est encore plus prononcé si l'on considère les chiffres sur 2 ans (+ 29,0 % dans l'Ondaine et + 29,1 % dans le Gier contre + 25,0% pour Loire Sud pris dans son ensemble).

Demande d'emploi par métiers (données au 30 septembre 2010)

Sources : POLE EMPLOI
Traitements : MDEF Loire Sud

Les 20 familles de Métiers regroupant le plus de DEFM au 30 septembre 2010

Emplois/Métiers ROME	DEFM catégories ABC
Aide à la vie quotidienne	2 664
Secrétariat et assistance	1 975
Magasinage, manutention des charges & déménagement	1 805
Nettoyage et propreté industriels	1 746
Commerce non alimentaire et de prestations de confort	1 620
Second œuvre du bâtiment	1 542
Mécanique, travail des métaux et outillages	1 474
Travaux et gros œuvre	937
Force de vente	927
Personnel de conduite du transport routier	871
Grande distribution	823
Préparation et conditionnement	774
Professionnels médico-techniques	772
Production culinaire	770
Formation initiale et continue	596
Commerce alimentaire et métiers de bouche	545
Sécurité privée	460
Action sociale, socioéducative et socio-culturelle	428
Comptabilité et gestion	386
Animation d'activités de loisirs	381

Tableau 18

Les DEFM inscrits dans ces 20 familles de métiers représentent 75,4% des DEFM

On constate un nombre important de DEFM inscrits dans la famille de métiers « Aide à la vie quotidienne » qui comprend les métiers de l'accompagnement médico-social, l'assistance auprès d'adultes et d'enfants, les services domestiques et l'intervention sociale et familiale. Les métiers liés au secrétariat et à l'assistance constituent la 2^{ème} famille de métiers comprenant le plus de DEFM inscrits au 30 septembre 2010.

Les métiers du « Magasinage, de la manutention des charges et du déménagement », du « Nettoyage et de la propreté industriels », du « Commerce non alimentaire et de prestations de confort », du « Second œuvre du bâtiment » et de la « Mécanique, du travail des métaux et de l'outillage » constituent les autres familles de métiers comprenant plus de 1 000 demandeurs d'emplois inscrits au 30 septembre 2010.

6- MINIMA SOCIAUX

Sources : CAF de Saint-Etienne
Traitements : MDEF Loire Sud

Evolution du nombre de bénéficiaires du RSA auprès de la CAF de St-Etienne¹ :

En un an le nombre de bénéficiaires du RSA a augmenté de 26,5%.
La montée en charge trimestre par trimestre est donnée dans le tableau 19.

Evolution trimestrielle du nombre de bénéficiaires du RSA
sur le périmètre de la CAF de Saint-Etienne

30-juin-09	30-sept-09	31-déc-09	31-mars-10	30-juin-10
10 956	12 479	13 193	13 516	13 860
	+13,9%	+ 5,7%	+ 2,4%	+ 2,5%

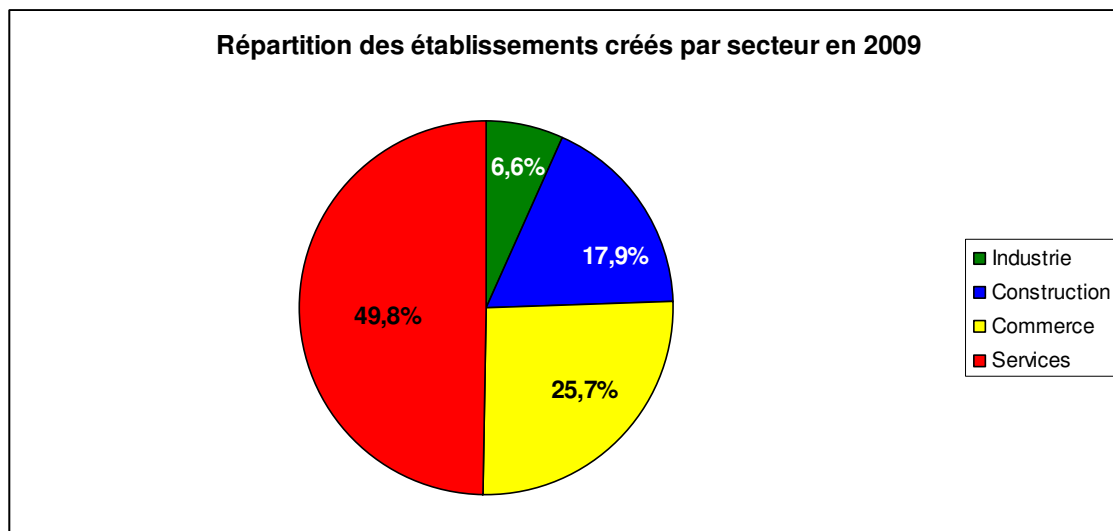
Tableau 19

7- CREATIONS ET DISPARTITIONS D'ENTREPRISES SUR LOIRE SUD

Sources : CCI et CMA de Saint-Etienne et Montbrison
Traitements : MDEF Loire Sud

Création d'établissements sur Loire Sud en 2009 et au 1^{er} trimestre 2010

En 2009, les consulaires ont enregistré 2 335 immatriculations d'établissements dont 1 487 créations (hors transfert d'activité, achat, reprise...) sur Loire Sud.
La répartition de ces 1 487 créations par secteur d'activité est donnée dans le graphique 17



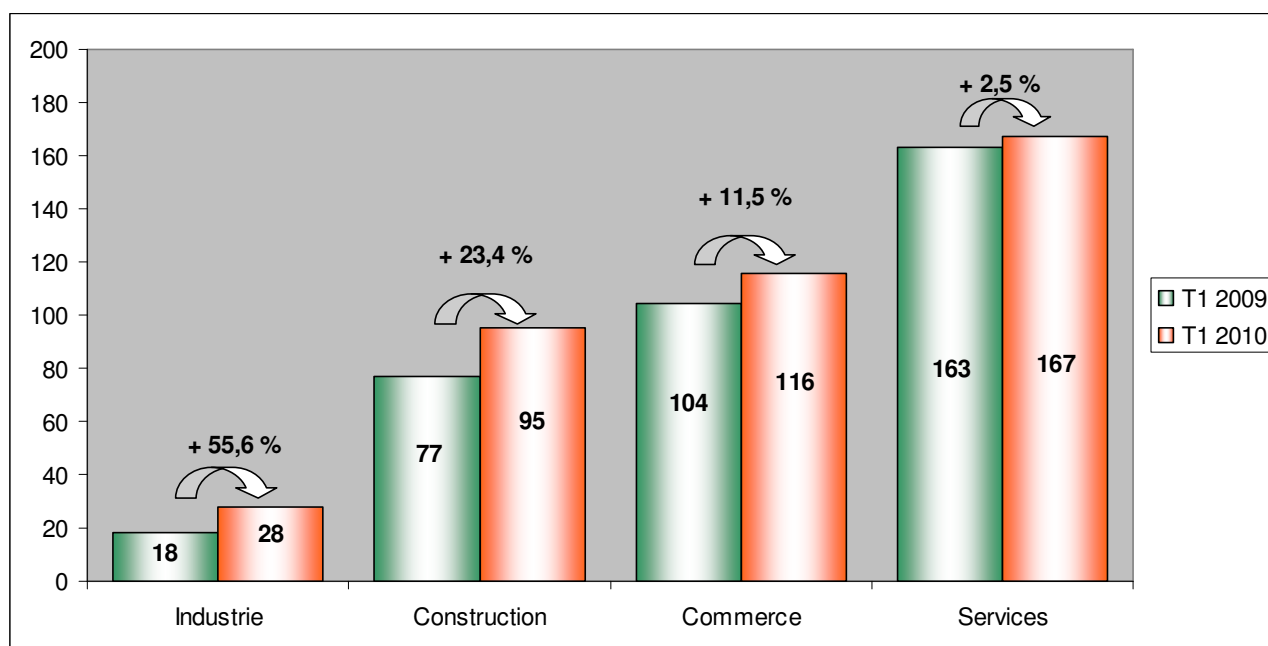
Graphique 17

¹ Les chiffres de la CAF de Saint-Etienne concerne Loire Sud et Loire Centre.

Au 1^{er} trimestre 2010, 412 établissements ont été créés (hors reprise, transfert d'activité, achat...) sur Loire Sud.

La mise en perspective de ces 412 créations d'établissements au 1^{er} trimestre 2010 relativement au 1^{er} trimestre 2009 est donnée dans le graphique 18

Les créations d'établissements sur Loire Sud Mise en perspective 1^{er} trimestre 2009 – 1^{er} trimestre 2010



Graphique 18

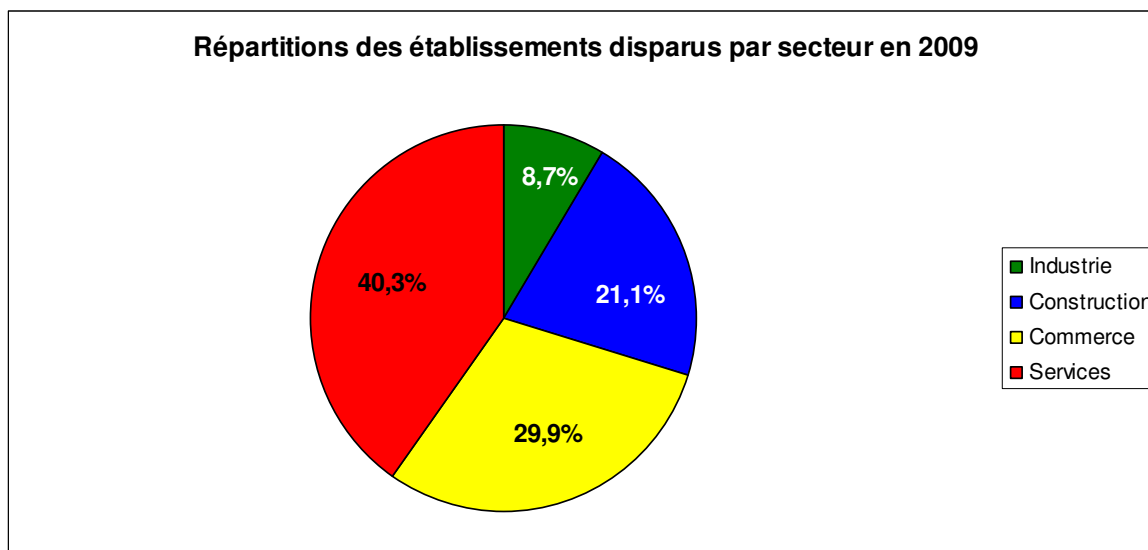
On constate que, au 1^{er} trimestre 2010, les créations d'établissements sont en hausse relativement au 1^{er} trimestre 2009, et ce dans tous les secteurs d'activité.

Note :

Sur ce graphique, les établissements inscrits sous le code APE « 7010 Z - Activité de Sièges Sociaux » ont été retirés du fait d'une incertitude concentrées sur ces établissements.

Disparition d'établissements sur Loire Sud en 2009 et au 1^{er} trimestre 2010

En 2009, les consulaires ont enregistré 2 135 radiation d'établissements dont 1 060 suppressions ou destructions (hors transfert d'activité, vente, reprise...) sur Loire Sud. La répartition de ces 1 060 suppressions par secteur d'activité est donnée dans le graphique 19

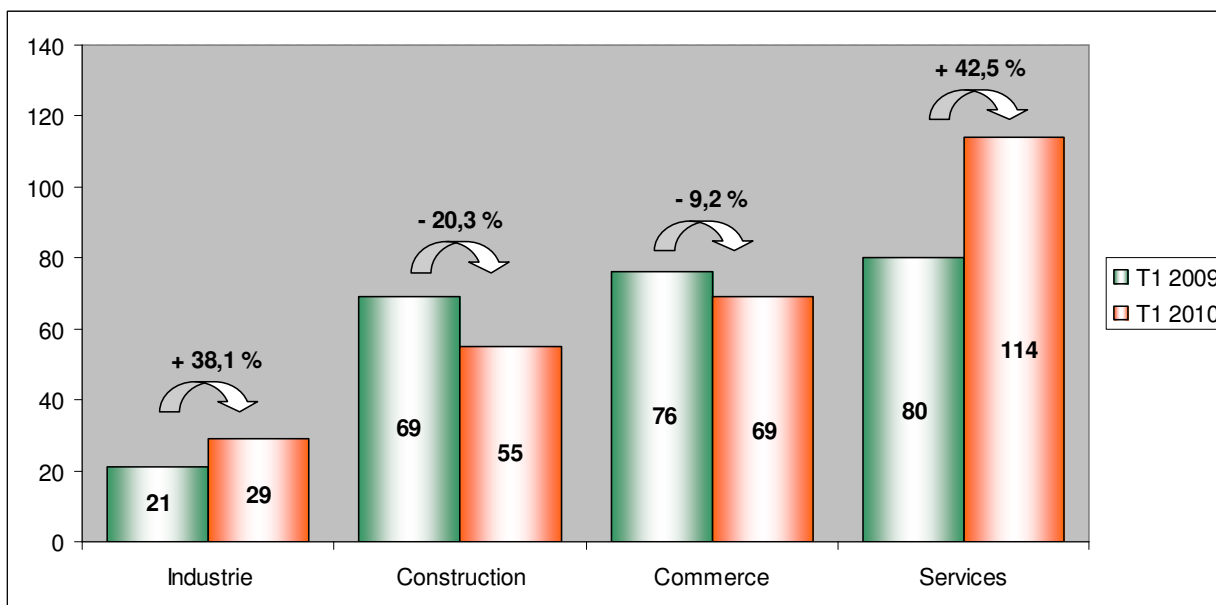


Graphique 19

Au 1^{er} trimestre 2010, 268 établissements ont été supprimés (hors reprise, transfert d'activité, vente...) sur Loire Sud.

La mise en perspective de ces 268 suppressions d'établissements au 1^{er} trimestre 2010 relativement au 1^{er} trimestre 2009 est donnée dans le graphique 20

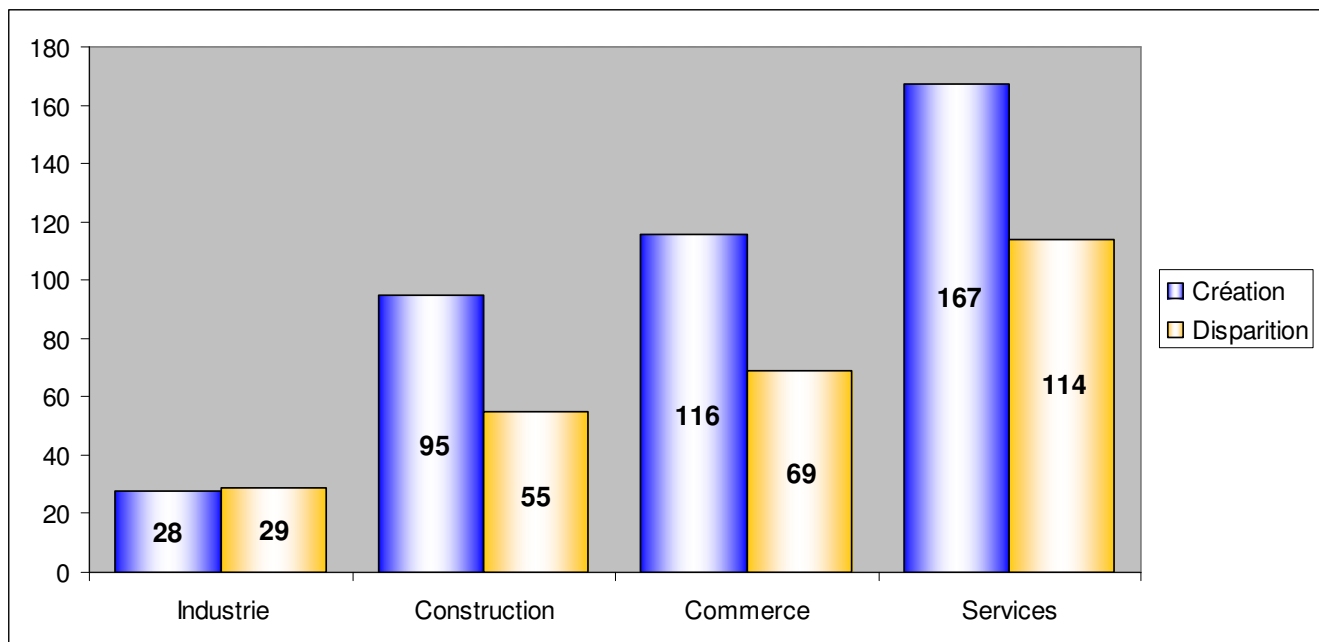
Les suppressions d'établissements sur Loire Sud Mise en perspective 1^{er} trimestre 2009 – 1^{er} trimestre 2010



Graphique 20

On constate que, au 1^{er} trimestre 2010, les suppressions d'établissements sont en baisse, relativement au 1^{er} trimestre 2009, dans la Construction et le Commerce mais en hausse dans l'Industrie et les Services.

Mise en perspective création / disparition d'entreprises au 1^{er} trimestre 2010

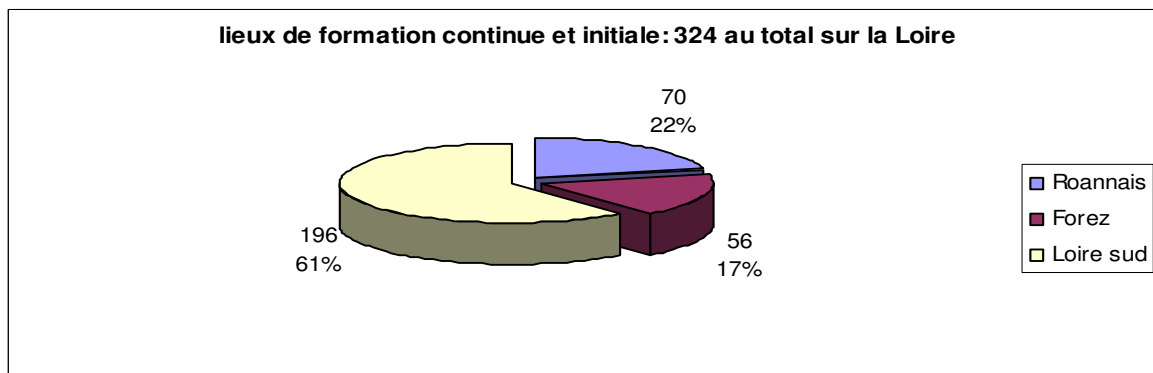


Graphique 21

Au 1^{er} trimestre 2010, il apparaît que, globalement le nombre de créations d'établissements est supérieur au nombre de suppressions d'établissements.

L'appareil de formation dans la Loire par la Région Rhône-Alpes données issues du PRAO, 2009

L'offre de formation globale

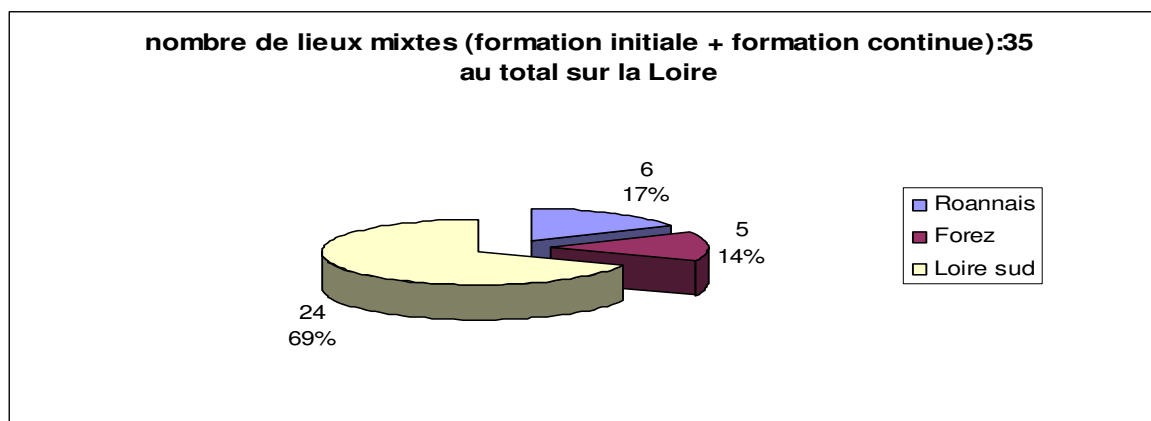


La Loire compte une offre de 324 lieux de formation* (**278** hors collèges), dont 132 sur la formation continue.

**A différencier du nombre d'organisme de formation (un organisme "est égal" à un ou plusieurs lieux de formation)*

La répartition de cette offre est proportionnellement plus importante sur Loire Sud (61% de l'offre, 54,3% de la population) et le Roannais (21,6%, 20,7%) comparativement au Forez (17,3% de l'offre, 24,1% de la population).

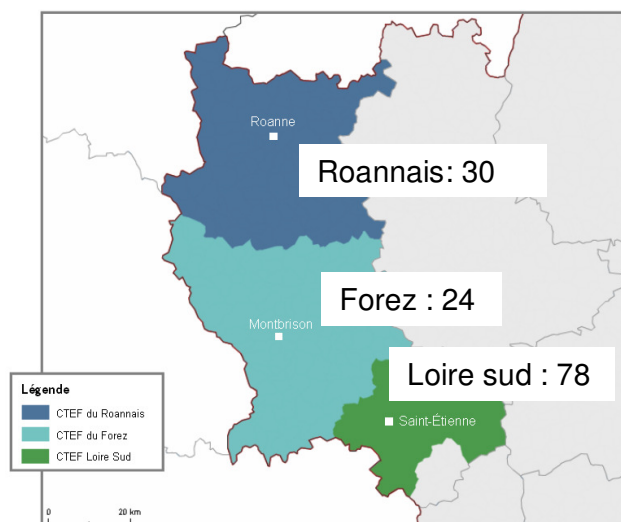
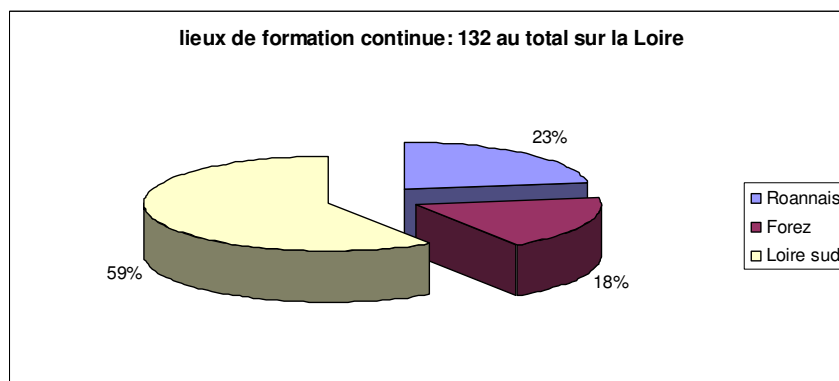
L'offre de formation mixte (initiale + continue)



35 lieux offrent une gamme complète de formation, répartis à

- 69% sur Loire Sud (poids de l'enseignement supérieur universitaire et de la santé, et 4 MFR)
- 6 sur le Roannais (université, technopole, IUT, IFSI, Avenir formation)
- 5 sur le Forez (IFSI, Puits de l'Aune, Lycée agricole St André, 2 MFR)

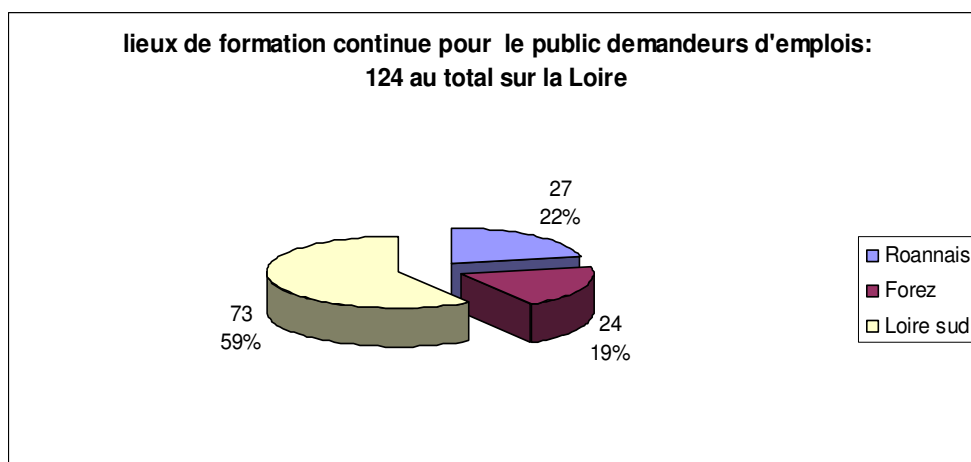
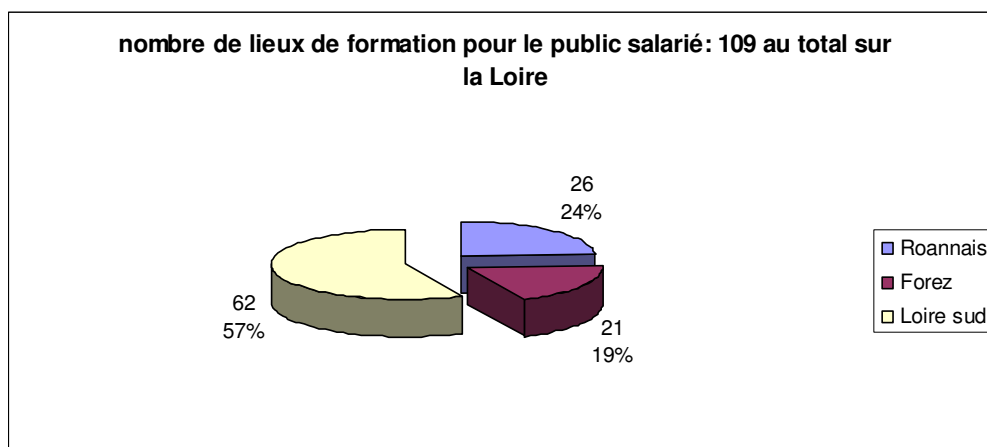
La formation continue : répartition des lieux par ZTEF



Sur les 132 lieux de formation continue offerts dans la Loire, le poids de Loire Sud est de 59%, le Forez est sous-représenté (18%), et il y a une bonne couverture du Roannais (23%).

(132 lieux de formation - 391 lieux par domaines de formation - 1151 actions de formation)

La formation continue : répartition suivant la typologie de public

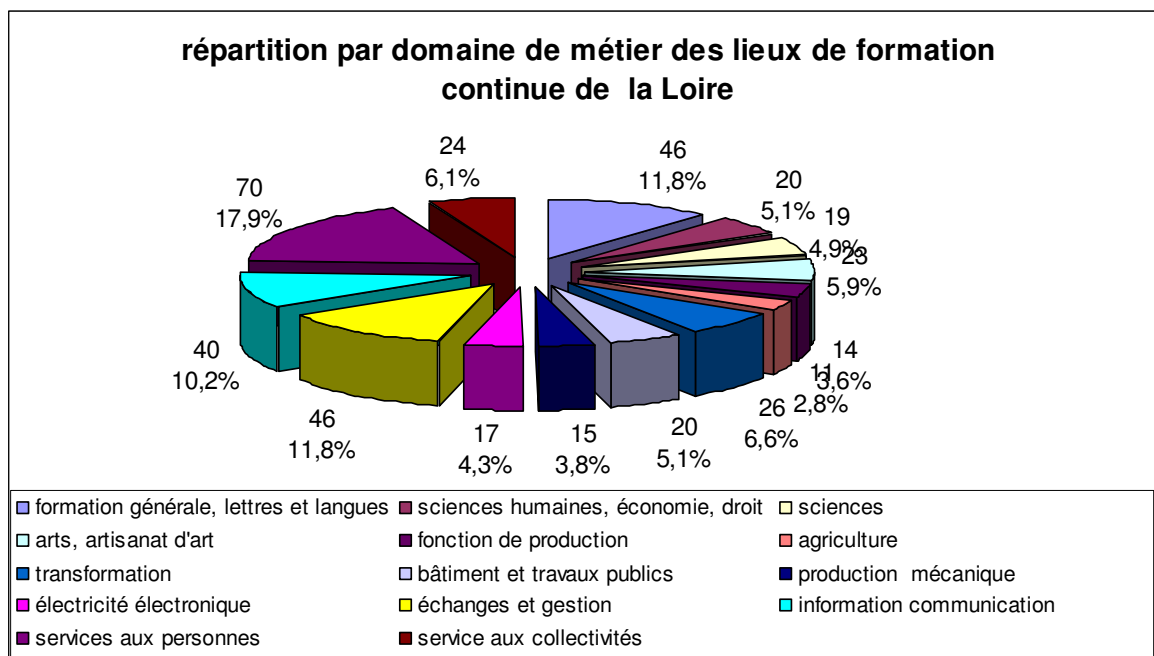


On compte 109 lieux de formation sur la Loire pour le public salarié, avec une meilleure répartition sur les CTEF:

- Forez (19%),
- Loire Sud (57%),
- Roannais (24%).

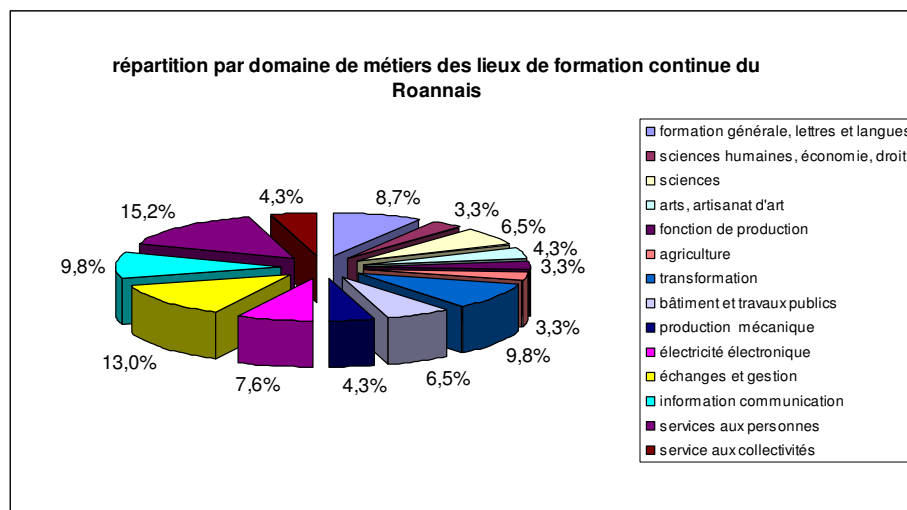
Pour le public demandeurs d'emploi, il y a 124 lieux de formation sur la Loire, avec une sous représentation du Forez (18%), et un poids important de l'agglomération stéphanoise (59%).

La formation continue : les domaines de formation couverts



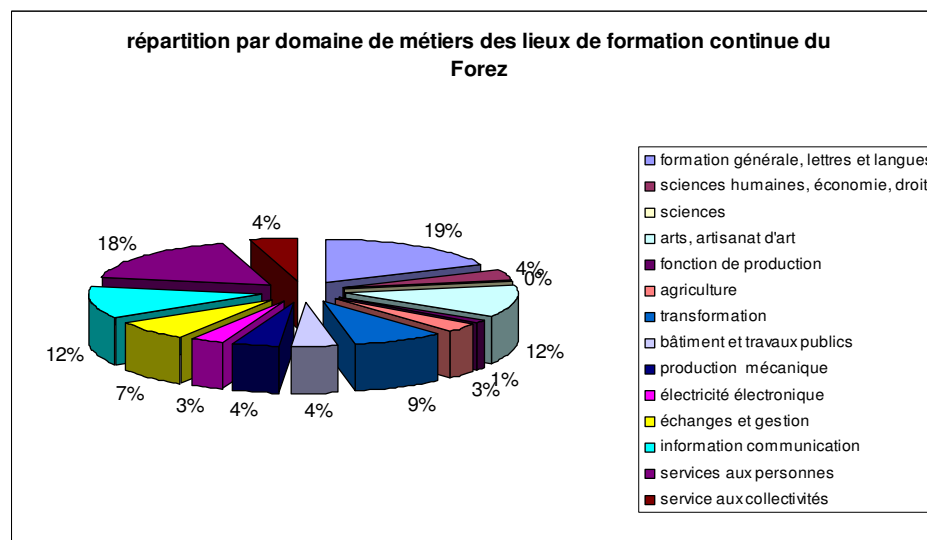
La palette de formations s'établit à 391 lieux/domaine sur la Loire. Les compétences des **services aux personnes** occupe la première place (17,9% des lieux) puis pour 11,8% chacun sur **formation générale, lettres et langues**, et **échanges et gestion** et pour 10,2% **information, communication**.

Roannais



L'offre roannaise est relativement bien dotée : 92 lieux/domaine de formations identifiés (qui assurent 283 actions de formations)
Elle est plus orientée vers **l'électricité électronique**, la **transformation**, les **sciences**, le **bâtiment et les travaux publics**.

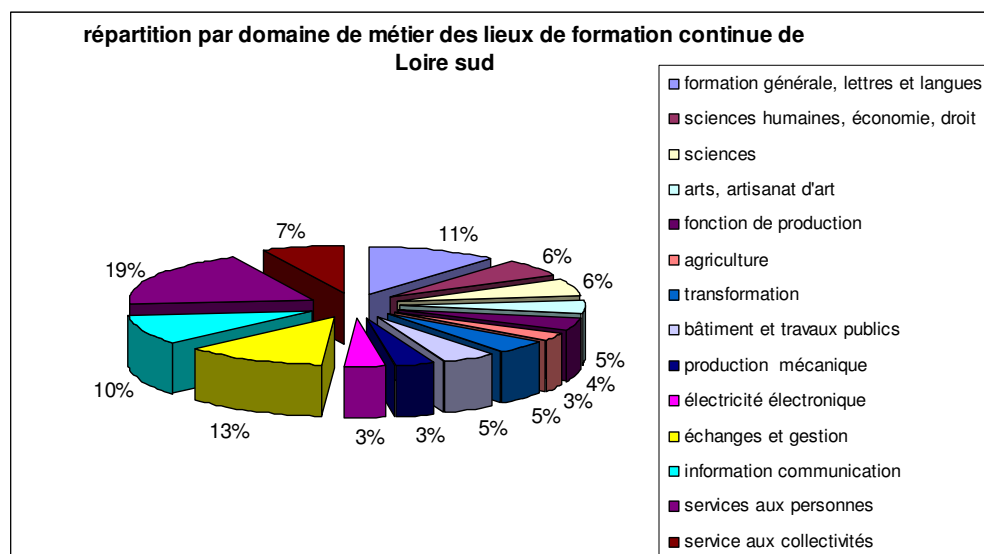
Forez



L'offre du Forez (68 lieux/domaine qui assurent 162 actions de formation) est plus orientée sur les domaines de la **formation générale/langues/lettres**, **arts/artisanat d'art**, puis **transformation**.

A noter l'absence de compétences sur les **sciences** et la faiblesse de l'offre sur **fonction de production** et **d'échanges et gestion**.

Loire Sud

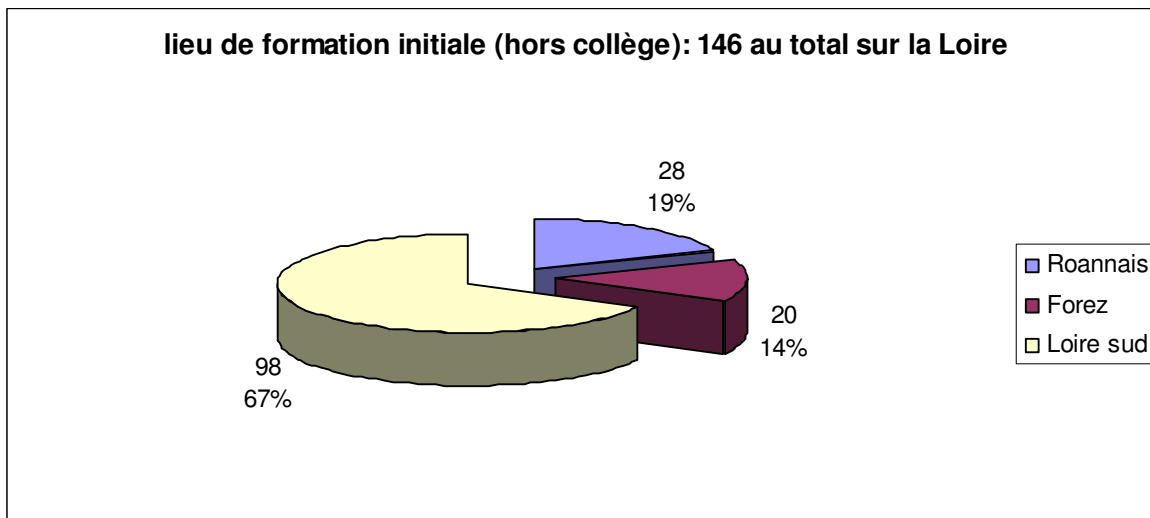


Loire sud bénéficie de la gamme la plus dense (231 lieux/compétences)

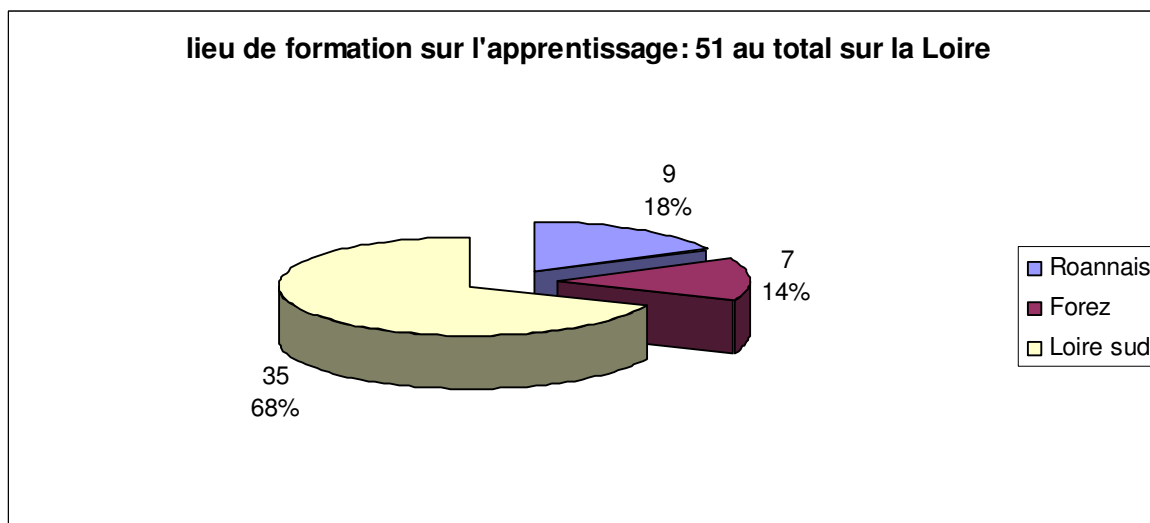
Cette offre est plus tournée vers **les sciences humaines, économie, droit**, les **fonctions de production**, les **sciences**.

A noter une relative faiblesse en offre sur les domaines de **transformation**, **électricité électronique**, **arts et artisanat d'art**.

La formation initiale : répartition des lieux par ZTEF



On compte 67% de l'offre sur Loire Sud pour 54,3% de la population, avec les fonctions de centralité de ce territoire en matière d'offre de formation initiale et un poids de l'offre universitaire et des instituts de formation dans le domaine de la santé (CHU, IFSI,...).



Contrat Territorial Emploi Formation Loire Sud Note stratégique 2011

Le diagnostic de la zone territoriale emploi formation Loire sud permet d'avoir une meilleure connaissance du territoire, de mettre l'accent sur les évolutions significatives, et notamment de prendre en compte le contexte de la crise.

Sa présentation dans les instances et groupes de travail du CTEF Loire Sud, permet de partager une analyse des réalités et des besoins du territoire entre les acteurs locaux et d'élaborer de manière concertée le plan d'actions du CTEF à mener en 2011.

Les données utilisées pour le diagnostic sont issues de l'INSEE, la Direction Générale des Impôts, Pôle Emploi, la DIRECCTE, les Missions locales de Loire sud, la CAF de Saint-Etienne, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

La MDEF, dans le cadre de sa mission observatoire, a réalisé la collecte, le traitement, l'analyse et la mise en forme du document.

Le bilan des actions engagées complète le diagnostic, le plan d'actions 2011 s'inscrivant dans la continuité des travaux menés en 2010 tout en apportant les adaptations nécessaires.

Afin d'associer les différents acteurs du territoire, ces travaux se sont déroulés en plusieurs temps :

- Une veille territoriale continue dans le cadre des instances du CTEF, avec un point sur la situation de l'emploi effectué par l'Etat et Pôle Emploi en début de chaque séance,
- Un séminaire sur la gestion territorialisée des emplois et des compétences le 14 septembre dernier,
- Une réunion de travail sur la préparation du plan d'actions 2011 programmée le 5 novembre dernier.
- ITP du 26 novembre 2010 : Présentation du diagnostic, synthèse des travaux, plan d'actions 2011 et DADT qui en découlent.

A noter également, les contributions des réunions prescripteurs, comités de suivi des AOF, groupes de travail, mais aussi les débats engagés dans le cadre du comité de pilotage du PLIE, et des travaux sur le plan d'actions de la MDEF.

1/ Les points clés du diagnostic :

Le diagnostic met en évidence un impact important de la crise sur l'emploi sud ligérien avec :

☞ **Une dégradation de l'emploi privé salarié sur Loire Sud** entre 2008 et 2009, dans tous les secteurs d'activité, en particulier dans l'industrie (- 9,9%) et la construction (- 7,3%), hormis le secteur des services.

Cette baisse est plus prononcée sur Loire Sud que sur la Loire et Rhône-Alpes.

☞ **Une baisse de l'intérim entre 2008 et 2009**, qui reste importante (-14,9%) .

☞ **Un taux de chômage élevé (10,2%) supérieur au taux départemental et régional .**

☞ **Les plans de sauvegarde de l'emploi ont représenté en 2009, 1085 licenciements** essentiellement dans les secteurs de la métallurgie, mécanique, fabrication de machines.

☞ Une augmentation plus importante du chômage **des plus de 50 ans (+15,4%)**.

☞ Une hausse du chômage des demandeurs d'emploi de niveau bac et +.

☞ Une hausse alarmante du nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée** : + 53,4% en 2 ans, qui a particulièrement concernée depuis un an, les hommes.

☞ Une hausse du nombre de bénéficiaires du RSA de 26,5 %.

☞ **Des disparités infra territoriales** avec une situation encore plus critique sur les bassins de l'Ondaine et du Gier.

Evolution économique du territoire :

☞ Une spécialisation industrielle de Loire Sud qui réside dans les filières « métallurgie, mécanique » et « textile habillement » mais ces filières connaissent une diminution importante du nombre de salariés entre 2004 et 2009.

☞ En ce qui concerne les services, un nombre d'emploi dans les secteurs « action sociale » et la « gestion d'entreprises et activités de sièges » qui a augmenté de manière relativement importante

☞ Une création d'activités essentiellement dans le secteur des services mais insuffisante pour compenser la perte des emplois dans le secteur industriel.

2/ Les principaux enseignements de l'année 2010 :

Au sein de chaque enjeu, des actions à des phases d'avancement différentes :

☞ Des actions en phases de réalisation et d'exécution :

Action « en piste » pour les mineurs, accompagnement des jeunes sortants d'Unités Pédagogiques d'Intégration, Théâtre forum, ACI, Action parentalité et compétences, Actions mobilité géographique et saisonnière, édition d'un catalogue commun des actions CTEF, PLIE, MDEF, CUCS, action pré qualifiante en industrie pour les personnes sous main de justice, mission RH GTEC en partenariat avec la MDEF, plan de promotion des métiers industriels, lutte contre les discriminations : accord normatif territorial...

On constate dans ces actions une volonté d'agir au plus près des besoins de certains publics : femmes en congé parental, jeunes mineurs, travailleurs handicapés.

☞ Des actions en phase de conception avec le souhait de renforcer l'offre d'insertion sur le territoire :

Etudes de faisabilité en cours sur la création d'une école de la 2^{ème} chance, impact du design sur l'insertion.

☞ Des groupes de travail qui permettent d'échanger sur une problématique avec la contribution de différents points de vue, mais qui ont du mal à produire des actions concrètes : gestion des âges, impact du développement durable sur les métiers, validation des compétences professionnelles...

Un temps important et nécessaire à consacrer à l'animation et la mise en œuvre du schéma d'organisation des AOF et du cadrage local des conventions individuelles :

☞ Des attentes mais aussi une forte implication des partenaires concernés (réseaux prescripteurs, organismes attributaires du marché AOF, gestionnaires des mesures...).

☞ Des interrogations et le souhait d'avoir une réflexion de fond sur le CARED créateur qui a un impact important sur la consommation de l'enveloppe conventions individuelles.

Des efforts pour communiquer sur les actions en instance mais encore un manque de lisibilité des résultats

Une nouvelle génération de CTEF qui s'amorce :

Des échanges et des débats sont en cours sur l'évolution de la gouvernance des CTEF

3/ Les enjeux pour le plan d'actions 2011 :

Le plan d'action répartit les responsabilités dans le portage des actions, ainsi que chaque fois que cela est possible, les objectifs et les moyens nécessaires pour les réaliser.

Les moyens de la Région dépassent le seul champ de l'enveloppe territorialisée mais concernent l'ensemble des dispositifs mis à disposition sur le territoire (formations qualifiantes collectives, CARED, sécuriser...).

On retrouve également dans le plan d'actions la convergence d'objectifs et de moyens avec l'Etat, le Conseil général, l'AGEFIPH, la Maison de l'Emploi, Saint Etienne Métropole...

Enjeu 1 - Poursuivre et renforcer les actions d'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi

Ateliers chantiers d'insertion, actions d'accompagnement à l'emploi, actions spécifiques visant à lever les freins à l'emploi, actions favorisant la mobilité ...

Au regard du diagnostic, avoir une vigilance particulière pour :

- Les seniors
- Les jeunes
- Les femmes
- Les demandeurs d'emploi de longue durée

Principales évolutions en 2011 :

☞ Sur l'Insertion par l'Activité Economique :

- Articulation avec les orientations du CDIAE
- Favoriser les sorties dynamiques des ACI par une meilleure mobilisation des périodes d'immersion et de la formation ;
- Formaliser et capitaliser davantage les compétences acquises dans ces étapes ;
- Développer l'impact du design sur l'offre d'insertion.

☞ Conduire aux cotés de l'Etat, une réflexion territoriale sur les contrats aidés.

☞ Evolution du groupe de travail 16-17 dans le cadre de la coordination locale sur les jeunes sans qualification.

Mesurer qualitativement l'impact sur les parcours des dispositifs jeunes territorialisés

☞ Mise en place d'un groupe de travail sur l'emploi des femmes dont le pilotage reste à définir.

Enjeu 2 - Formation : améliorer les compétences et les niveaux de qualification:

→ Adapter l'offre de formation au plus près des besoins des publics et des entreprises du territoire : Elaboration et suivi de schémas d'organisation et de cadrage locaux.

→ Poursuivre les efforts sur l'information, le conseil et l'accompagnement Validation des Acquis de l'Expérience.

Principales évolutions en 2011 :

☞ Sur cet enjeu on retrouve l'expérimentation sur Loire Sud de la mise en œuvre des **Point Accueil Information Formation** dans le cadre du Service Public Régional de la Formation. Cette expérimentation sera conduite dans le cadre du CTEF.

☞ Engager un travail qualitatif sur la prescription, les publics cibles, le CARED, et les logiques de parcours.

☞ Approfondir la réflexion sur la mobilisation du CARED créateur comme étape formation dans le cadre du parcours création d'activité en partenariat avec les consulaires et en lien avec CREAMFIL.

☞ Participer à la remontée des besoins pour le prochain appel d'offre de la programmation collective qualifiante

☞ Renforcer l'information conseil sur la VAE et organiser une VAE collective

☞ Restitution de l'étude de faisabilité sur la création d'une école de la 2^e chance sur la Loire.

Enjeu 3 : Améliorer la compétitivité socio économique du territoire par la mise en œuvre d'une gestion territorialisée des emplois et des compétences :

→ Inciter les entreprises à aborder la thématique des ressources humaines et à anticiper leurs besoins en compétences

→ Favoriser les actions collectives et capitalisation des enseignements pour le territoire

→ Mobiliser les entreprises sur les enjeux de l'emploi des jeunes et des seniors du territoire.

→ Agir de manière prioritaire sur les filières à enjeux pour le territoire :

- . Secteur industriel
- . Secteur éco construction
- . Service aux personnes
- . Economie sociale et solidaire
- . Secteur de la santé

→ Renforcer les liens développement économique, aménagement du territoire, ressources humaines du territoire avec la direction économique de Saint Etienne métropole, le CFAC

Principales évolutions en 2011 :

- ☞ S'appuyer sur une veille territoriale en lien avec le SPE, l'observatoire des métiers et les partenaires sociaux
 - ☞ Réunir le groupe ressources humaines et programmer les différentes commissions en fixant des objectifs opérationnels
 - ☞ Participer au sécurise'ra collectif services aux personnes mis en œuvre sur le territoire
 - ☞ Prospective sur les mutations du secteur industriel
 - ☞ Restitution de l'étude du CIRIDD sur l'impact du développement durable sur les métiers en Loire sud.
 - ☞ Favoriser l'attractivité de certains métiers
-
- ☞ Développer des actions en lien avec le CFAC : Intégration dans le CFAC de 2 fiches actions emploi et insertion

4/ Impact DADT 2011

Maintenir l'effort sur les dispositifs territorialisés en particulier les ACI, la formation des personnes les moins qualifiées.

On constate fin 2010 une montée en charge sur les SEP.

Garder une marge de manœuvre avec les initiatives locales notamment pour agir auprès de certains publics prioritaires ou sur les territoires plus touchés (les 2 vallées).

Engager une réflexion dans le cadre des instances sur les modalités d'instruction des demandes de subventions sur les lignes ACI et initiatives locales.

Proposition affecter une importante partie de la DADT en DADT 1 pour éviter les ruptures et se donner le 1^{er} semestre pour calibrer le plus efficacement possible la répartition définitive de l'enveloppe entre les dispositifs (DADT 2).